



**ÉTABLISSEMENT PUBLIC DU MUSÉE DU LOUVRE**

Direction des relations extérieures et de la communication

Sous-direction du pilotage administratif et des concessions

Service des concessions

75058 Paris Cedex 01

**CONCESSION DE SERVICES**

**CAHIER DES CHARGES**

**CONCESSION DE SERVICES PORTANT SUR L'EXPLOITATION SAISONNIERE DE DEUX  
POINTS DE VENTE MOBILES DE GLACES ET SORBETS ARTISANAUX ET DE BOISSONS  
DANS LE JARDIN DES TUILERIES**

**(N° 2026-021C)**

Contrat de concession passé en application du Code de la commande publique

## SOMMAIRE

<b>Préambule .....</b>	<b>5</b>
<b>Article 1 : Objet du contrat de concession et nature des activités.....</b>	<b>7</b>
1.1 <i>Objet du contrat .....</i>	7
1.2 <i>Description des activités et périodicité de l'exploitation .....</i>	7
1.3 <i>Désignation des lieux d'exploitation .....</i>	7
1.3.1 <i>Point de vente mobile principal .....</i>	7
1.3.2 <i>Point de vente mobile secondaire .....</i>	8
1.3.3 <i>Lieu de stockage .....</i>	8
1.4 <i>Intégration des points de vente au sein du domaine .....</i>	8
1.5 <i>Autorisation d'occupation du domaine public de l'Etablissement public du musée du Louvre .....</i>	9
<b>Article 2 - Durée du contrat de concession.....</b>	<b>9</b>
2.1 <i>Durée initiale du contrat de concession .....</i>	9
2.2 <i>Possibilité de reconduction .....</i>	9
<b>Article 3 - Aménagement des lieux et équipements .....</b>	<b>9</b>
3.1 <i>Point de vente mobile principal .....</i>	9
3.2 <i>Point de vente mobile secondaire.....</i>	10
3.3 <i>Espace de stockage.....</i>	11
<b>Article 4 : Description de l'offre .....</b>	<b>11</b>
4.1 <i>Principes généraux relatifs à l'offre attendue .....</i>	11
4.2 <i>Offre produits .....</i>	13
4.3 <i>Politique tarifaire.....</i>	13
<b>Article 5 - Horaires d'ouverture des points de vente mobiles .....</b>	<b>13</b>
<b>Article 6 - Responsabilité Sociétale et Environnementale .....</b>	<b>14</b>
6.1 <i>Présentation des attentes globales .....</i>	14
6.2 <i>Développement durable .....</i>	15
6.2.1 <i>Phase d'aménagement.....</i>	15
6.2.2 <i>Utilisation des équipements en phase d'exploitation.....</i>	15
6.2.3 <i>Produits et denrées alimentaires.....</i>	15
6.2.4 <i>Fournitures .....</i>	15
6.2.5 <i>Déchets .....</i>	16
6.2.6 <i>Approvisionnements.....</i>	16
6.2.7 <i>Affichage .....</i>	16
6.3 <i>Politique d'accessibilité .....</i>	17
<b>Article 7 - Service et personnel.....</b>	<b>17</b>
7.1 <i>Droit du Travail et Protection de la main-d'œuvre.....</i>	17
7.2 <i>Obligations résultant du code du travail .....</i>	18
7.2.1 <i>Lutte contre le travail dissimulé .....</i>	18
7.2.2 <i>Emplois de travailleurs étrangers.....</i>	18
7.4 <i>Qualification du personnel.....</i>	18
7.5 <i>Organisation.....</i>	19
<b>Article 8 - Marketing et communication.....</b>	<b>19</b>
8.1 <i>Dénomination sociale et enseigne.....</i>	19

8.2 Publicité .....	19
8.3 Actions de communication .....	20
8.4 Actions commerciales .....	20
<b>Article 9 - Conditions d'exploitation .....</b>	<b>21</b>
9.1 Contraintes du site .....	21
9.2 Mobilité des points de vente mobiles .....	22
9.3 Travaux réalisés par le musée du Louvre .....	22
9.4 Branchement aux réseaux .....	22
9.4.1 Réseau d'eau .....	22
9.4.2 Réseau électrique .....	23
9.4.3 Réseau internet et téléphone .....	23
9.4.4 Assainissement .....	23
9.5 Approvisionnement .....	23
9.5.1 Contraintes spécifiques du jardin .....	23
9.5.2 Protocole de sécurité .....	24
<b>Article 10 - Maintenance et entretien .....</b>	<b>24</b>
10.1 Maintenance .....	24
10.2 Obligations d'entretien .....	25
10.3 Evacuation des déchets, eaux usées et graisses .....	26
10.3.1 Evacuation des déchets .....	26
10.3.2 Eaux usées et graisses .....	26
<b>Article 11 - Qualité et contrôle du niveau des prestations proposées .....</b>	<b>27</b>
11.1 Contrôles sanitaires .....	27
11.2 Contrôles qualité .....	27
11.3 Suivi de l'exploitation .....	27
<b>Article 12 - Etats des lieux.....</b>	<b>29</b>
<b>Article 13 - Dispositions réglementaires et sécurité.....</b>	<b>30</b>
13.1 Dispositions réglementaires .....	30
13.2 Sécurité.....	30
<b>Article 14 - Responsabilité et assurances.....</b>	<b>31</b>
14.1 Responsabilité .....	31
14.2 Assurances.....	31
<b>Article 15 - Conditions financières .....</b>	<b>31</b>
15.1 Mode de rémunération du Concessionnaire.....	31
15.2 Redevance .....	31
15.3 Garantie à première demande .....	32
15.4 Charges.....	32
<b>Article 16 - Transmission des comptes et contrôle comptable .....</b>	<b>33</b>
<b>Article 17 - Pénalités liées à l'exécution du contrat de concession .....</b>	<b>33</b>
<b>Article 18 – Résiliation.....</b>	<b>38</b>
18.1 Résiliation aux torts exclusifs du Concessionnaire.....	38
18.2 Résiliation pour des motifs d'intérêt général .....	38
18.3 Résiliation en cas de procédure de liquidation judiciaire .....	38
18.4 Conséquence de la résiliation sur les redevances versées par le Concessionnaire .....	38

<b>Article 19 - Fin du contrat et sort des biens.....</b>	<b>39</b>
<b>Article 20 - Modalités de sous-concession et cession.....</b>	<b>39</b>
20.1 Passation des contrats par le Concessionnaire : définition et conditions de recours à la sous- concession .....	39
20.2 Cession – Changement de contrôle .....	39
<b>Article 21 - Différends et litiges.....</b>	<b>40</b>
<b>Article 22 - Protection des données personnelles.....</b>	<b>40</b>
<b>Article 23 - Annexes.....</b>	<b>41</b>

## Préambule

---

### Contexte

L'Etablissement public du musée du Louvre (EPML) a pour missions de préserver, gérer et mettre en valeur les immeubles dont il est doté, d'assurer dans les musées et les jardins qu'il regroupe, et par tout moyen approprié, l'accueil du public le plus large et d'en développer la fréquentation. Dans le cadre des missions ainsi dévolues, le musée du Louvre peut conclure des contrats de concession de services et doit veiller à assurer la compatibilité de ces occupations domaniales avec un cadre historique exigeant.

Le domaine national du Louvre et des Tuileries comprend plusieurs jardins qui totalisent 30 hectares. Par la loi du 13 décembre 1913, le jardin des Tuileries a été classé, dans sa totalité, parmi les monuments historiques à partir du 18 avril 1914. En outre, depuis un arrêté du 6 août 1975, il est inscrit sur la liste des monuments naturels et des sites dont la conservation ou la préservation présente, au point de vue artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque, un intérêt général. Il est inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO depuis 1991, dans le cadre des « Rives de Seine ». Enfin, il s'agit d'un espace boisé classé au plan local d'urbanisme (PLU).

Depuis 2005, le jardin des Tuileries est rattaché au musée du Louvre pour permettre la visite d'un espace cohérent qui relie l'architecture du palais à l'art des jardins.

### Historique

Le jardin des Tuileries doit son nom aux ateliers de tuiliers et de potiers qui, à partir du Moyen Âge, ont exploité la terre alluvionnaire locale.

Au 16<sup>e</sup> siècle, Catherine de Médicis, veuve du roi Henri II, a souhaité y créer un jardin à l'italienne, éloigné du Louvre où résidaient les rois de France, sous les fenêtres du palais des Tuileries qu'elle faisait construire. Ce palais a brûlé lors de la Commune en 1871, puis ses ruines ont été rasées en 1882-1883, mais le nom de « jardin des Tuileries » ou, plus simplement, « Tuileries » est resté.

Quelques grands noms de paysagistes sont à retenir. D'abord André Le Nôtre, qui le redessine pour Louis XIV à partir de 1664 et innove en ouvrant la perspective des Champs-Élysées vers le lointain. Le jardin évolue d'un style italien vers un style français. Dans les années 1990, Pascal Cribier et Louis Benech l'ont rénové dans le cadre de l'opération « Grand Louvre » lancée par le président François Mitterrand.

D'abord royal, ce jardin est devenu dès le 17<sup>e</sup> siècle un des premiers jardins parisiens ouverts au public. Au gré des changements de régime, son accès a été plus ou moins restreint, mais il est ouvert en totalité depuis 1871. D'abord réservé aux enfants royaux ou impériaux comme Louis XIII, Louis XV, le Roi de Rome et le prince impérial, le jardin est aujourd'hui dans sa partie Nord un terrain de jeux très apprécié de tous les enfants.

Dès le 18<sup>e</sup> siècle, la fréquentation des Tuileries est devenue très dense et son animation a inspiré de nombreux peintres et photographes. Aujourd'hui encore, ce jardin attire les artistes amateurs ou professionnels et accueille l'avant-garde de la création. En outre, il s'agit d'un lieu de mémoire essentiel, où se sont déroulés des épisodes importants de l'Histoire de France : accueil d'hôtes de marque sous l'Ancien Régime, fêtes sous la Révolution, mariage de Napoléon ; depuis le 19<sup>e</sup> siècle, innombrables ont été les concerts et cortèges militaires, banquets politiques et inaugurations de monuments. Cette tradition de fêtes et de commémorations à la fois officielles et populaires est toujours vivace aujourd'hui.

Désormais situé au cœur de la capitale, près du Louvre qui est le musée le plus fréquenté au monde, et accueillant le musée de l'Orangerie et la Galerie du Jeu de Paume, le jardin des Tuileries est avant tout un lieu d'agrément, où le promeneur vient s'oxygéner et trouver le calme tout en jouissant d'un véritable « musée en plein air ». Des statues ont commencé à l'orner au début du 18<sup>e</sup> siècle. Depuis, il n'a cessé de s'enrichir d'œuvres de première importance. Quant au patrimoine végétal, il est riche et varié, avec plus de trente-cinq espèces d'arbres. Dans le « Grand Couvert » - partie boisée à l'Ouest - ceux-ci dispensent ombre et fraîcheur, tandis qu'à l'Est, les parterres fleuris du « Grand Carré » mêlent les plantes vivaces et annuelles en des combinaisons subtiles.

Diverses manifestations sont accueillies chaque année comme Art Basel, la foire internationale d'art contemporain qui déploie des œuvres dans le jardin à l'automne ou la mode avec un salon professionnel et un défilé au printemps et à l'automne. En été, un grand jeu familial, de petits spectacles, des concerts et autres animations sont proposés.

La sous-direction des jardins du Louvre assure l'entretien et la mise en valeur du jardin des Tuileries, grâce notamment à une équipe de jardiniers d'art et à celui d'une conservatrice du patrimoine et d'une conductrice d'opération. Un service de la Direction de l'Accueil du Public et de la Surveillance (DAPS) du musée du Louvre est en charge de la surveillance et de la sûreté (avec notamment le contrôle des accès) au jardin des Tuileries et assure la sécurité des biens et des personnes notamment par des rondes régulières dans le jardin.

### **Publics accueillis**

Au cœur de Paris, le jardin des Tuileries forme un havre de verdure dans le prolongement du Palais du Louvre. Vaste espace de 22,4 hectares, il accueille chaque année environ 14 millions de visiteurs.

Il est difficile d'appréhender toutes les catégories de visiteurs qui sont réellement accueillis chaque année dans les espaces extérieurs du domaine national du Louvre.

Il est cependant précisé que la fréquentation du jardin des Tuileries est en majorité touristique, que les principaux flux de visiteurs se situent sur l'axe Est-Ouest Louvre-Concorde, que la passerelle Léopold Sedar Senghor crée un trafic transversal Nord-Sud dans le jardin et que le musée de l'Orangerie et la galerie du Jeu de Paume attirent beaucoup de visiteurs. Il existe également un public de quartier composé de familles, de riverains, de personnels de bureaux, notamment.

En raison de sa localisation dans un jardin, les points de vente dont l'exploitation fait l'objet de la présente consultation, sont soumis à une forte saisonnalité en matière de clientèle. Le Concessionnaire devra pouvoir faire face à des pics d'activité entrecoupés de périodes plus creuses et assurer une gestion continue pendant la période d'activité.

Le week-end (samedi et dimanche) voit en effet affluer un nombre important de visiteurs au jardin des Tuileries, soit autant de clients potentiels. En revanche, le mardi, jour de fermeture du musée du Louvre, est une journée moins génératrice de chiffre d'affaires.

L'activité est aussi fluctuante sur l'année, notamment du fait de la météo, avec pour les glaces, une haute saison allant de juin à août, et une basse saison en avril, mai, septembre et octobre.

Pour information, les chiffres d'affaires hors taxes de l'activité pour les années 2022 à 2024 sont précisés ci-dessous :

2024	2023	2022
720 000 € HT	870 000 € HT	820 000 € HT

---

## **Article 1 : Objet du contrat de concession et nature des activités**

---

### **1.1 Objet du contrat**

Le 1<sup>er</sup> avril 2021, l'EPML a conclu une convention d'occupation pour l'exploitation de deux (2) points de vente mobiles de glaces et sorbets artisanaux proposant également des boissons dans le jardin des Tuileries, dont le terme est fixé au 31 mars 2027.

Afin d'assurer la continuité de l'exploitation, l'EPML a décidé de lancer une consultation, objet du présent cahier des charges (CDC).

### **1.2 Description des activités et périodicité de l'exploitation**

Le futur concessionnaire (ci-après le « Concessionnaire »), sera attributaire d'un contrat de concession de services portant occupation et exploitation saisonnière de deux points de vente mobiles de glaces et sorbets artisanaux proposant également des boissons à emporter, dans le jardin des Tuileries.

Il est précisé que l'exploitation des points de vente mobiles est saisonnière :

- Pour le point de vente mobile principal : d'avril à octobre
- Pour le point de vente mobile secondaire : de mai à septembre.

L'exploitation du point de vente mobile principale débutera le 1<sup>er</sup> avril 2027.

L'exploitation du point de vente mobile secondaire débutera à une date fixée conjointement entre le musée du Louvre et le Concessionnaire, au plus tard le 14 mai 2027.

Les attentes relatives à la description de l'offre et du concept sont précisés dans l'article 4 du présent cahier des charges.

### **1.3 Désignation des lieux d'exploitation**

#### **1.3.1 Point de vente mobile principal**

Le point de vente mobile principal est situé dans le jardin des Tuileries au sud-est du bassin octogonal, emplacement particulièrement attractif : la proximité de la rue de Rivoli favorise la présence d'une clientèle d'habités, celle de la place de la Concorde et du musée du Louvre, un public touristique important. (cf. plan en annexe 1).

Le positionnement précis du point de vente principal est défini en concertation avec le musée du Louvre mais le périmètre d'implantation ne doit pas dépasser 64 m<sup>2</sup> et doit garantir un passage d'au moins cinq (5) mètres jusqu'au bassin. Il doit être implanté à plus de deux (2) mètres des troncs et plus d'un (1) mètre des branches charpentières des arbres et à plus d'un (1) mètre des statues, situés à proximité de l'emplacement (cf. annexe 2).

En cours d'exécution de la concession, l'emplacement du point de vente mobile principal peut être amené à changer temporairement, dans les conditions décrites à l'article 9.1 du présent cahier des charges.

### *1.3.2 Point de vente mobile secondaire*

Le point de vente mobile secondaire de type triporteur, plus petit que le point de vente mobile principal, est situé à l'entrée de la passerelle Léopold Sedar Senghor.

Le périmètre d'implantation ne doit pas dépasser 18,5 m<sup>2</sup>. Le point de vente est implanté à un (1) mètre du mur, et centré par rapport aux extrémités du mur en pierres. Il ne doit pas dépasser d'un côté ou de l'autre du mur, doit laisser accessible le point de signalétique et doit laisser la descente de l'escalier libre (cf. annexe 2).

### *1.3.3 Lieu de stockage*

Le musée du Louvre autorise le Concessionnaire à entreposer des équipements et matériels destinés à l'approvisionnement complémentaire des points de vente mobiles dans une partie du souterrain Solferino limitée aux dimensions suivantes : cinq mètres quatre-vingts (5,80m) de longueur (poubelle comprise), un mètre dix (1,10m) de largeur, deux mètres (2m) de hauteur (cf. annexe 2).

L'approvisionnement entre le souterrain Solferino et les points de vente peut se faire avec un chariot sous réserve que son stockage soit inclus dans l'espace alloué. Le modèle du chariot doit être validé au préalable par l'EPML.

## **1.4 Intégration des points de vente au sein du domaine**

Les installations du Concessionnaire doivent s'intégrer tant dans leur forme conceptuelle que matérielle, au lieu exceptionnel et prestigieux qu'est le domaine national du Louvre et des Tuileries.

Le Concessionnaire doit exploiter son activité dans le respect des diverses contraintes liées au monument et au site.

Plus précisément, le candidat tient compte, dans la formalisation de son projet :

- du caractère de monument historique du jardin des Tuileries dans lequel il s'insère,
- des particularités d'un site naturel arboré classé,
- de la nécessité de personnaliser son enseigne et son identité graphique en cohérence avec le jardin des Tuileries,
- des contraintes spécifiques du jardin, notamment en termes d'accès, de livraison, de sécurisation des branchements et de gestion des déchets
- des différentes procédures de validation relatives aux propositions d'aménagement,
- de mesures de développement durable adaptées.



## **1.5 Autorisation d'occupation du domaine public de l'Etablissement public du musée du Louvre**

Le contrat de concession emportera pour le Concessionnaire autorisation d'occupation du domaine public du musée du Louvre pour les espaces visés à l'article 1.3.

Le Concessionnaire ne sera admis à exercer, au titre de cette autorisation, que les seules activités visées à l'article 1.2 du présent cahier des charges.

Le contrat de concession ne confèrera aucun droit réel (au sens de l'article L.2122-6 du Code général de la propriété des personnes publiques) au Concessionnaire sur les espaces du domaine public qui lui sont concédés.

Le Concessionnaire ne bénéficiera d'aucun droit au maintien dans les lieux tel qu'il est prévu par la législation en matière de locaux d'habitation, professionnels, administratifs ou commerciaux, ni aucun droit à la propriété commerciale.

## **Article 2 - Durée du contrat de concession**

---

### **2.1 Durée initiale du contrat de concession**

Le contrat de concession prendra effet à partir du 1<sup>er</sup> avril 2027 pour une durée de quatre (4) ans, renouvelable dans les conditions fixées à l'article 2.2.

### **2.2 Possibilité de reconduction**

Le contrat de concession sera reconductible pour une durée d'un (1) an dans la limite de deux (2) fois maximum, soit pour une durée totale maximale de six (6) ans.

Il appartiendra au Concessionnaire de présenter une demande de renouvellement du contrat de concession de services six (6) mois au minimum avant l'échéance du contrat.

La décision expresse de reconduction interviendra au plus tard quatre (4) mois avant l'échéance du contrat. A défaut de réponse écrite du musée du Louvre dans ce délai, la demande de reconduction sera réputée rejetée.

## **Article 3 - Aménagement des lieux et équipements**

---

### **3.1 Point de vente mobile principal**

Le Concessionnaire doit disposer d'un point de vente mobile principal de forme parallélépipédique de préférence.

Les dimensions du point de vente doivent être cohérentes avec le respect du site historique classé. Son esthétique doit s'intégrer dans le jardin des Tuileries en proposant une architecture moderne.

Le point de vente mobile principal doit être équipé

- de vitrine(s) isotherme(s)
- d'un auvent intégré
- de rince ustensiles

- d'un dispositif de séparation des graisses pour l'ensemble des points de rejet d'eaux usées afin qu'aucun déchet ne soit rejeté directement dans le jardin
- de caisse(s) enregistreuse(s) dont le paramétrage permet de communiquer les éléments demandés à l'article 11.3 du présent cahier des charges. Un ticket doit être remis à tout client s'il le demande pour tout achat conformément à la réglementation en vigueur (la loi AGECE).

Les porte-menu sont intégrés dans le projet d'implantation. Leur esthétique et leur emplacement feront l'objet d'un accord préalable du musée du Louvre.

Les modalités de gestion des files d'attente sont décrites dans le projet du candidat qui veillera à ne pas gêner les flux des visiteurs ni entraver la circulation. S'il estime nécessaire de mettre en place des potelets, il doit les faire figurer sur le plan d'implantation, sur la base du modèle proposé en annexe 4.

Son projet d'aménagement doit être compatible avec les caractéristiques des réseaux et des équipements généraux auxquels il se raccorde (cf. article 9.4 du présent cahier des charges).

Le candidat intègre à son business plan le détail des investissements en aménagements et équipements qu'il entend réaliser.

Le Concessionnaire communiquera au musée du Louvre le détail précis des investissements en aménagements et équipements réalisés au plus tard un (1) mois après le début de l'exploitation.

Tout aménagement ainsi que toute modification des équipements à l'extérieur et relatifs à l'esthétique du kiosque mobile pouvant intervenir pendant la durée de la concession seront soumis à l'accord préalable du musée du Louvre dans un souci d'insertion patrimoniale et de faisabilité technique.

La non-conformité des équipements et/ou du mobilier par rapport au projet initialement validé par les Parties entraînera l'application de pénalités prévues à l'article 17 du présent cahier des charges.

Le Concessionnaire proposera une politique d'accessibilité. Il s'assurera notamment de la mise en conformité de ses aménagements avec les dispositions réglementaires en vigueur, et ce tout au long du contrat de concession. Les deux points de vente doivent être accessibles à tous les publics (mobilité réduite, handicaps sensoriels), notamment à travers l'installation d'une tablette pour achat adapté aux personnes à mobilité réduite.

Le Concessionnaire devra fournir une attestation de conformité aux normes d'accessibilité PMR signée par un bureau technique au moment de l'état des lieux d'entrée.

### **3.2 Point de vente mobile secondaire**

Le point de vente mobile secondaire doit être entièrement autonome, et ainsi ne nécessiter aucun branchement. Si le Concessionnaire ne peut pas garantir une qualité de prestation satisfaisante (respect de la chaîne du froid ...) avec un point de vente autonome, il pourra être envisagé en concertation avec l'EPML, conformément aux modalités décrites à l'article 9.4.2.

Le point de vente mobile secondaire doit être équipé

- de vitrine(s) isotherme(s)
- d'un auvent intégré
- de rince ustensiles

- d'un dispositif de séparation des graisses pour l'ensemble des points de rejet d'eaux usées afin qu'aucun déchet ne soit rejeté directement dans le jardin.
- de caisse(s) enregistreuse(s) dont le paramétrage permet de communiquer les éléments demandés à l'article 11.3 du présent cahier des charges. Un ticket doit être remis à tout client s'il le demande pour tout achat conformément à la réglementation en vigueur (la loi AGECE).

Les porte-menu sont intégrés dans le projet d'implantation et fixés au point de vente mobile secondaire. Leur esthétique et leur emplacement feront l'objet d'un accord préalable du musée du Louvre.

Les modalités de gestion des files d'attente sont décrites dans le projet du candidat qui veillera à ne pas gêner les flux des visiteurs ni entraver la circulation.

### **3.3 Espace de stockage**

Il est possible d'installer du matériel type congélateur de réserve, placard à denrées sèches ou chariot dans une partie de l'ancien souterrain Solferino, dans la limite de l'espace alloué.

Les équipements et matériels installés dans cet espace de stockage, ainsi que leur sécurisation et leur bonne tenue sont à la charge du Concessionnaire et peuvent être contrôlés par le musée du Louvre à tout moment. Il doit donc veiller à le maintenir rangé et propre tout au long de l'exploitation. Afin de limiter le risque incendie, les poubelles et déchets ne seront pas stockés en dehors de contenants fermés dans cet espace.

Les équipements et matériels mis en place dans l'espace de stockage devront tous être validés au préalable par L'EPML. Une fiche technique de chaque élément sera demandée.

Aucun élément ne doit être entreposé en dehors du périmètre concédé. L'allée doit rester libre afin de garantir en permanence l'accès au portail qui mène vers la seconde partie du souterrain (stockage EPML).

Aucun élément ne doit être positionné devant les luminaires afin d'en garantir l'accès pour la maintenance.

## **Article 4 : Description de l'offre**

---

Le candidat propose une offre de glaces et de sorbets issus d'une fabrication artisanale, qui est adaptée aux différents profils des visiteurs tels que décrits dans le préambule. De plus, il doit s'assurer que son offre réponde aux enjeux stratégiques présentés dans l'article 4.1.

### **4.1 Principes généraux relatifs à l'offre attendue**

L'offre des candidats, qui sera appréciée par l'EPML sur la base des critères énoncés à l'article 7.2 du règlement de consultation, doit être qualitative, à la hauteur de la notoriété du domaine national du Louvre et des Tuileries et cohérente avec le lieu prestigieux dans lequel elle s'intègre. Elle doit répondre aux enjeux stratégiques détaillés ci-après.

- **L'offre doit répondre à l'ensemble des typologies de visiteurs du domaine national du Louvre et des Tuileries, et plus particulièrement du jardin des Tuileries (touristes français et internationaux, parisiens, clientèle locale « de bureau », ...), à travers :**
  - Une offre de glaces et de sorbets issus d'une fabrication artisanale
  - Une offre adaptée qui tienne compte des différents profils des visiteurs, en proposant une gamme de produits diversifiée et changeante au gré des saisons permettant un respect de la saisonnalité des produits ;
  - Une politique d'accueil qualitative et intégrant le multilinguisme ;
  - Une politique tarifaire cohérente avec le concept proposé et adaptée au visitorat identifié.
  
- **Les points de ventes mobiles, leurs aménagements et équipements doivent être performants, présenter une esthétique adaptée au site classé dans lequel ils s'intègrent tout en respectant ses contraintes :**
  - Le projet d'aménagement doit parfaitement s'intégrer au site et tenir compte du caractère de monument historique du lieu dans lequel il s'inscrit et de ses contraintes (cf. article 9.1 du présent cahier des charges) ;
  - Le projet d'aménagement doit garantir un aspect de propreté irréprochable à la hauteur de l'image du domaine ;
  - Le projet du candidat doit s'adapter aux surfaces disponibles et proposer à l'intérieur de ces deux points de vente des solutions de rangement esthétiques, optimisées et dans le respect des contraintes d'approvisionnement du site ;
  - Les éléments de décor et autres accessoires qui ne font pas l'objet de prescriptions de la part de l'EPML, doivent s'intégrer harmonieusement au lieu et sont sélectionnés dans un souci d'insertion patrimoniale exemplaire : sobriété notamment dans les coloris proposés, qualité et éco-responsabilité des matériaux sélectionnés, respect du patrimoine végétal et artistique environnant, cohérence avec l'offre et le concept.
  
- **L'offre doit être ambitieuse en termes de responsabilité socio-environnementale et ce, à plusieurs niveaux :**
  - L'offre produits doit garantir un sourcing de produits qualitatifs, promouvant les produits locaux, privilégiant des circuits courts, autant que possible dans le respect de la saisonnalité ;
  - La politique relative aux emballages des produits achetés doit s'inscrire dans la lignée de la loi AGEC et dans une démarche zéro-plastique ;
  - La gestion des déchets doit se faire dans une démarche de réduction des déchets et emballages et de lutte contre le gaspillage ;
  - La performance énergétique de l'exploitation doit passer par des équipements sélectionnés selon des critères d'efficacité énergétique, par une politique d'économie des ressources à laquelle le personnel est formé, ainsi que par le choix d'un approvisionnement faiblement émetteur de CO<sub>2</sub>.
  
- **L'offre proposée se doit de tenir compte des évolutions des tendances alimentaires et des préoccupations des consommateurs, notamment :**
  - Manger sain et équilibré, avec une offre qui réduise la part de produits transformés (approvisionnement en produits frais et de qualité), privilégiant le « fait-maison » ;
  - Manger bio, en ayant recours autant que de possible à des produits issus de l'agriculture biologique et raisonnée ;
  - Manger local, grâce à une offre qui privilégie les circuits courts et les produits de saison, ce qui implique un renouvellement des parfums de glaces et sorbets ;

- Consommer responsable, à travers une politique active de réduction des emballages et des déchets, et de recyclage.

Il est attendu des candidats qu'ils s'engagent à offrir au public des prestations à un niveau constant de qualité et renouvelées pour rester en ligne avec ces tendances et axes stratégiques. Il est d'ores et déjà précisé que tous les éléments constitutifs de l'offre feront l'objet d'une validation du musée du Louvre.

De plus, au cours de la concession, toute modification substantielle par rapport à l'offre contractuelle sera soumise à l'EPML pour validation et pourra donner lieu à la conclusion d'un avenant.

#### **4.2 Offre produits**

Le candidat propose principalement une offre de glaces et de sorbets issus d'une fabrication artisanale. Il peut également proposer des boissons à emporter ainsi qu'une offre de produits complémentaires, dans une moindre mesure, adaptée aux différentes saisonnalités de l'activité (saison haute et saison basse).

Le Concessionnaire est tenu d'offrir au public des prestations à un niveau constant de qualité. Il doit garantir, par son organisation et ses procédés de fabrication, une démarche de traçabilité alimentaire.

#### **4.3 Politique tarifaire**

Le musée du Louvre sera particulièrement attentif au niveau des prix pratiqués qui devra être justifié par la nature de l'offre proposée, ainsi que par la qualité du service.

Le Concessionnaire devra afficher de manière claire, dans chacun des points de vente, les prix pratiqués des produits proposés à la vente.

Toute modification tarifaire au cours de la durée du contrat devra être justifiée et validée par l'EPML. La modification tarifaire sans validation préalable de l'EPML entraînera l'application de pénalités prévues à l'article 17 du présent cahier des charges.

### **Article 5 - Horaires d'ouverture des points de vente mobiles**

---

Le jardin des Tuileries est ouvert tous les jours de la semaine :

- du dernier dimanche de mars au 31 mai : de 7h à 21h
- du 1<sup>er</sup> juin au 31 août : de 7h à 23h
- du 1<sup>er</sup> septembre au dernier samedi d'octobre : de 7h à 21h
- du dernier dimanche d'octobre au dernier samedi de mars : de 7h30 à 19h30.

L'EPML attend du candidat qu'il propose des horaires d'ouverture adaptés à la saisonnalité de l'activité et aux horaires du jardin pour chacun des points de vente mobiles. Ainsi, le point de vente mobile principal doit être ouvert tous les jours de la semaine avec une amplitude horaire minimale entre 12 heures et 18 heures.

Afin de ne pas perturber l'évacuation du jardin, le Concessionnaire devra terminer son service au moins une demi-heure avant l'heure de fermeture du jardin et le personnel et les clients devront être sortis au plus tard à l'heure de fermeture du jardin.

Les horaires d'ouverture et de fermeture pourront être modifiés, à la demande du Concessionnaire, après autorisation expresse et écrite du musée du Louvre en cas d'intempérie, de conditions climatiques particulièrement défavorables (cf. annexe 5) ou de tout évènement exceptionnel sans que cela ouvre droit à une quelconque indemnisation au bénéfice du Concessionnaire.

Les horaires d'exploitation devront être affichés en permanence et être visibles par tous les clients.

Tout manquement à cet article entraînera l'application des pénalités prévues à l'article 17 du présent cahier des charges.

## **Article 6 - Responsabilité Sociétale et Environnementale**

---

### **6.1 Présentation des attentes globales**

Le musée du Louvre à travers sa stratégie de Responsabilité Sociétale de l'Organisation et l'intégration du nouveau plan « Services publics écoresponsables » (février 2020) entend orienter les aspects sociaux, sociétaux et environnementaux de l'ensemble de ses activités vers un modèle soutenable et équitable, en accord avec le cadre légal et réglementaire suivant :

- [Circulaire du Premier ministre du 25 février 2020 relative aux services publics écoresponsables.](#)- Notamment la mesure 12 : A compter de juillet 2020 approvisionnement en produits de qualité et durables (50 % dont au moins 20 % de produits issus de l'agriculture biologique) dans les services de restauration collective et dans les prestations de frais de bouche lors du renouvellement des marchés ;
- [Loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte \(www.legifrance.gouv.fr\)](#)
- [Loi AGECE](#) - Lutte contre le gaspillage et économie circulaire
- [Loi Climat et Résilience](#) - Lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets
- L'article 24 de la **loi EGalim** qui impose à la restauration collective publique de proposer, à compter de 2022 : au moins 50% de produits durables ou sous signes d'origine ou de qualité dont minimum 20% de produits BIO y compris en conversion. Le musée du Louvre a pris en compte depuis 2021 ces mesures et souhaite que le Concessionnaire s'inscrive dans cette lignée.

Le musée du Louvre s'engage à traduire ses propres engagements auprès de ses prestataires et concessionnaires. Par conséquent, la relation avec le Concessionnaire est une composante importante de cette démarche écoresponsable. Tout au long de la concession, le Concessionnaire s'engage à mettre en place un plan de progrès sur les performances environnementales et sociales des activités concédées.

## **6.2 Développement durable**

Le non-respect par le Concessionnaire des obligations listées ci-dessous entraînera l'application des pénalités prévues à l'article 17 du présent cahier des charges.

### *6.2.1 Phase d'aménagement*

Le Concessionnaire propose des dispositifs pour optimiser les performances énergétiques des points de vente mobiles qu'il exploite au sein du jardin des Tuileries et met en place des pratiques écoresponsables conformément aux circulaires du Premier ministre 6343/SG et 6363/SG.

Les équipements électriques nécessaires à la préparation, à la présentation, au stockage et à la conservation des aliments devront être sélectionnés pour leur capacité à limiter les consommations d'énergie.

Les dispositifs d'éclairage incombant au Concessionnaire devront également être choisis afin de limiter les consommations d'énergie.

Les équipements devront permettre de limiter les consommations d'eau sur site.

### *6.2.2 Utilisation des équipements en phase d'exploitation*

Tout au long du contrat le Concessionnaire veille à maintenir ses équipements dans un état permettant de garantir leur performance énergétique. Il s'engage à remplacer les équipements lorsque cela s'avère nécessaire de façon à garantir des pratiques éco responsables exemplaires.

Le Concessionnaire veille à ce que ses employés s'inscrivent dans cette démarche à travers la mise en place de bonnes pratiques et de gestes écoresponsables, ainsi que la mise en place de formations adéquates tout au long de la Concession, notamment pour ce qui relève des économies d'eau et d'énergie.

### *6.2.3 Produits et denrées alimentaires*

L'offre du candidat doit respecter les obligations contractuelles suivantes :

- La valeur totale d'achat de denrées alimentaires doit comprendre au minimum 10% de produits durables ou sous signes d'origine et de qualité dont produits labellisés AB ou équivalent ;
- Interdiction stricte de vente de produits contenant de l'huile de palme ;
- Au moins la moitié des produits exotiques type chocolats, cafés, sucre, thés et tout autre produit exotique non substituable proposés dans l'offre sont certifiés issus du Commerce Equitable ou équivalent.

### *6.2.4 Fournitures*

Conformément à la loi applicable, le Concessionnaire mettra en place une politique zéro plastique, qui comprend :

- L'interdiction des contenants alimentaires de service en plastique ;
- L'interdiction des touillettes et pailles en plastique ;

- L'interdiction des bouteilles d'eau en plastique ;
- L'interdiction de distribution de sacs en plastique aux clients ;
- L'interdiction des contenants « plastiques recyclables » ou « plastiques compostables », ou présentant du carton à l'extérieur avec un film plastique intérieur.

Le Concessionnaire sera tenu de proposer les produits ci-après, dès lors qu'ils existent, éco labellisés ou écoresponsables :

- Papier (tickets/serviettes) : fibres vierges issues de forêts gérées durablement (labels FSC ou équivalent) ;
- Produits d'entretien et lessiviels : titulaires d'un écolabel officiel de type 1 ou équivalent ;
- Tickets (caisse, distributeurs) : exempts de bisphénol A.

Le Concessionnaire devra permettre de générer ou non, selon le choix du client, un ticket de caisse suite au paiement.

### *6.2.5 Déchets*

#### 6.2.5.1 Déchets organiques

Le Concessionnaire est encouragé à trier sélectivement les biodéchets alimentaires (préparation et restes) conformément au décret n° 2011-828 du 11 juillet 2011, à des fins de valorisation organique (méthanisation).

Le Concessionnaire devra reporter le traitement de ses déchets organiques hors du domaine du Louvre et des Tuileries.

Le Concessionnaire doit mettre en œuvre une politique visant à limiter le gaspillage alimentaire.

#### 6.2.5.2 Déchets industriels banals

Le Concessionnaire devra collecter sélectivement tous ses déchets en s'inscrivant dans le cadre organisationnel du jardin des Tuileries tel que détaillé à l'article 10.3. De manière générale, il doit œuvrer à la réduction des déchets et emballages.

### *6.2.6. Approvisionnements*

Pour la livraison de toute marchandise nécessaire à son activité, le Concessionnaire sera tenu de requérir chez ses prestataires l'utilisation de véhicules à faible émissions de gaz à effet de serre : normes d'émission Euro 5 ou 6, véhicules électriques ou hybrides.

Le Concessionnaire devra fournir une liste de ses fournisseurs précisant les caractéristiques de chacun des véhicules de livraison et leur immatriculation.

### *6.2.7. Affichage*

Le Concessionnaire sera tenu d'afficher les écolabels et pictogrammes avec la description des produits proposés tels que « Produit Local », « Produit de Saison », « Agriculture Raisonnée », « Agriculture Biologique », « Appellation d'Origine Contrôlée », « Appellation d'Origine Protégée », « Indication Géographique Protégée », « Fait Maison », etc ... sur ses cartes.

Le Concessionnaire sera tenu d'afficher la provenance des aliments, la liste des allergènes. Les modalités d'affichage de ces informations seront déterminées conjointement par l'EPML et le Concessionnaire.



### **6.3 Politique d'accessibilité**

Le musée du Louvre est extrêmement attentif à la mise en conformité avec les normes en vigueur et la loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées. Le Concessionnaire doit se conformer aux dispositions sur l'accessibilité énoncées à l'article 3.1 du cahier des charges.

### **Article 7 - Service et personnel**

---

Le personnel sera entièrement à la charge et sous la responsabilité du Concessionnaire, qui se chargera, conformément à la législation en vigueur, de son recrutement, sa formation, sa rémunération, l'organisation de son travail et son encadrement.

La composition du personnel du Concessionnaire affecté à la concession, les critères de recrutement et l'organisation des équipes devront permettre d'assurer un service continu et de qualité.

Pour l'année 2025, la masse salariale relative à l'activité objet de la consultation s'élève à 58 834 € pour les contrats à durée indéterminée (CDI) correspondant à 1 équivalent temps plein (ETP) et à 52 026 € pour les contrats à durée déterminée (CDD) correspondant à 1,75 ETP (cf. annexe 8).

Il est précisé que ces éléments sont donnés à titre indicatif et ne peuvent en aucun cas engager la responsabilité du musée du Louvre.

Le Concessionnaire doit faire son affaire de l'application éventuelle des articles L.1224-1 et L.1224-2 du Code du Travail relatifs à la reprise du personnel.

### **7.1 Droit du Travail et Protection de la main-d'œuvre**

Le ministère de la Culture a élaboré avec les organisations syndicales représentatives une charte sociale visant à faire respecter les droits et obligations respectifs d'une part du ministère et d'autre part des prestataires amenés à travailler pour le compte du ministère et de ses opérateurs (dont le musée du Louvre) afin de mieux garantir les droits des salariés de ces prestataires et sous-traitants.

Le Concessionnaire est tenu de s'y conformer, notamment s'agissant des recommandations de l'Organisation Internationale du Travail, et de veiller plus particulièrement au respect de ses dix (10) conventions fondamentales :

- 1) Convention n°29 sur le travail forcé (1930-1939)
- 2) Convention n°87 sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (1948-1951)
- 3) Convention n°98 sur le droit d'organisation et de négociation collective (1949-1951)
- 4) Convention n°100 sur l'égalité de rémunération (1951-1953)
- 5) Convention n°105 sur l'abolition du travail forcé (1957-1969)
- 6) Convention n°111 sur la discrimination (1958-1981)
- 7) Convention n°138 sur l'âge minimum d'admission à l'emploi (1973-1990)
- 8) Convention n°155 sur la sécurité et la santé des travailleurs (1981)
- 9) Convention n°182 sur les pires formes de travail des enfants (1999-2001)

- 10) Convention n°187 sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail (2006-2014)

## **7.2 Obligations résultant du code du travail**

### *7.2.1 Lutte contre le travail dissimulé*

Conformément à l'article L.8222-1 du Code du travail ainsi qu'aux dispositions prises pour son application, précisées aux articles D.8222-5, D.8222-7 et D.8222-8 du même code, le Concessionnaire transmettra au musée du Louvre tous les six mois jusqu'à la fin de la concession les documents attestant qu'il est en règle du paiement de ses cotisations sociales.

### *7.2.2 Emplois de travailleurs étrangers*

En application des articles L.8251-1, L.8254-1 et D.8254-2 à 8254-5 du code du travail, le Concessionnaire remettra à l'autorité concédante tous les six mois la liste nominative des salariés étrangers employés.

Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié :

1. Sa date d'embauche ;
2. Sa nationalité ;
3. Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

S'il n'emploie pas de salarié étranger, il fournira selon le même calendrier une attestation le précisant.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus seront déposées par le Concessionnaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par le musée du Louvre à l'adresse suivante : <http://e-attestations.com>.

Conformément à l'article L.8222-6 du Code du travail, faute pour le Concessionnaire de s'acquitter des formalités mentionnées ci-dessus, et après mise en demeure restée infructueuse ou en cas d'absence de régularisation dans les délais impartis, le contrat de concession pourra être résilié, sans indemnité, aux frais et risques du Concessionnaire.

## **7.4 Qualification du personnel**

Le musée du Louvre sera particulièrement attentif au professionnalisme du personnel, à son sens de l'accueil, ainsi qu'à ses qualifications.

Le personnel affecté à l'exploitation du service devra être en nombre suffisant pour répondre aux besoins des visiteurs. Dans l'ensemble, le Concessionnaire s'engagera à ce que le personnel affecté réponde à l'ensemble des exigences de qualité et de technicité requises pour les besoins de l'activité, afin d'assurer un service continu, rapide et efficace, sans rupture de charge à aucun moment de la journée. Par ailleurs, le personnel affecté doit impérativement parler couramment l'anglais en raison de la composition de la fréquentation à majorité étrangère et, si possible, d'autres langues étrangères, de telle sorte que la clientèle soit toujours assurée d'être comprise.

La tenue vestimentaire du personnel en contact avec le public doit être correcte et soignée.

## **7.5 Organisation**

Le candidat doit tenir compte, dans sa proposition d'organisation, du fait que le jardin des Tuileries est un lieu très saisonnier. Le Concessionnaire devra, en effet, adapter son organisation aux variations saisonnières et aux périodes de forte affluence (week-ends, jours fériés, vacances scolaires, période estivale, etc.)

Le personnel du Concessionnaire devra se conformer aux règlements du domaine ainsi qu'aux consignes données par le musée du Louvre, notamment en matière de sécurité. Il s'engagera à respecter l'ensemble des règles sociales applicables à son personnel ainsi que la fiscalité afférente.

Le Concessionnaire devra s'engager à appliquer le cadre contractuel relatif à la gestion du personnel (convention collective et accords spécifiques le cas échéant). Il rémunérera l'ensemble du personnel, charges sociales, patronales et autres frais compris.

## **Article 8 - Marketing et communication**

---

La politique marketing, communication et digitale du Concessionnaire permet de promouvoir son activité. Si elle doit refléter son identité et être en lien avec son concept, elle doit tout de même être alignée avec les attentes du musée du Louvre en termes de discours et d'image. Au début de l'exploitation, le Concessionnaire et le musée du Louvre se rencontrent pour définir le cadre des actions menées par le Concessionnaire.

Le Concessionnaire ne pourra utiliser le nom du musée du Louvre, sa marque, son logo, son image ni tout autre signe le distinguant, en particulier l'image du domaine national du Louvre et des Tuileries et/ou l'image de la Pyramide, sans y être préalablement et expressément autorisé par le musée du Louvre. Toute utilisation non autorisée entraînera l'application des pénalités prévues à l'article 17 du présent cahier des charges.

Les principes généraux et attentes de l'EPML en la matière sont décrits dans les articles ci-dessous.

### **8.1 Dénomination sociale et enseigne**

La dénomination sociale et l'enseigne relatives à l'activité objet de la présente consultation sont proposées par le candidat, en fonction du concept envisagé et sous réserve du respect des règles relatives à la protection de la propriété intellectuelle.

La déclinaison de l'enseigne sur les cartes ou supports signalétique autorisés devra être sobre et s'intégrer de manière harmonieuse au jardin des Tuileries tout en étant cohérente avec le concept. Elle sera soumise à validation préalable du musée du Louvre, qui se réserve le droit de demander une adaptation éventuelle de la proposition qui lui sera faite.

### **8.2 Publicité**

Il est rappelé au demeurant l'interdiction formelle de toute publicité sur le domaine national du Louvre et des Tuileries, en application des dispositions de l'article L.581-4 du Code de l'environnement. Notamment, toute communication commerciale - publicitaire et/ou engendrant une association d'image avec l'EPML - est prohibée. Toutefois, à l'intérieur du kiosque, la publicité peut être autorisée dans les conditions prévues aux articles L.581-2 et suivants du Code de l'environnement.

### **8.3 Actions de communication**

Le Concessionnaire pourra effectuer des actions de communication et/ou d'information sur son activité exclusivement, avec l'accord préalable et écrit du musée du Louvre.

Par ailleurs, si le Concessionnaire souhaite effectuer des prises de vue et/ou un tournage sur le domaine national du Louvre et des Tuileries, il devra obtenir une autorisation préalable et expresse du musée du Louvre qui sera, le cas échéant, assujettie au paiement d'une redevance dont le montant sera fixé conformément aux dispositions tarifaires en vigueur. Chaque autorisation de prises de vue et de tournage fera l'objet d'un contrat séparé.

Toute intervention de cette nature devra être organisée en coordination avec le musée du Louvre et sous son contrôle.

Dans tous les cas, le Concessionnaire s'abstiendra de faire toute communication directe ou indirecte, écrite ou orale, susceptible de porter atteinte à l'image, à la notoriété, la réputation, aux valeurs du musée du Louvre.

Le Concessionnaire fera son affaire du paiement des charges et des droits d'auteurs éventuels afférents à la communication, et ce, de manière à garantir le musée du Louvre contre tout recours, action, éviction, et/ou condamnation qui pourrait être fondé sur une revendication relative à des droits de propriété intellectuelle.

De son côté, le musée du Louvre valorisera la présence de l'activité du Concessionnaire par divers moyens (dépliants, site internet, participation à des événements, réseaux sociaux...).

Afin de promouvoir l'image et l'actualité du musée, le Concessionnaire proposera un moyen de diffuser la documentation du domaine du Louvre à ses clients et de promouvoir son actualité comme par exemple la Campagne Tous Mécènes !. En outre, le Concessionnaire pourra s'appuyer sur les événements et l'actualité de l'EPML pour alimenter et enrichir son plan de communication, sous réserve de la validation préalable du musée du Louvre. A ce titre, l'EPML pourra communiquer les informations relatives à son calendrier événementiel et ses actualités au Concessionnaire, sur demande de ce dernier.

Ces actions de communication devront s'inscrire dans le respect de la politique générale de communication fixée par l'EPML qui se réserve, en cas de non-conformité, la possibilité d'émettre un avis contraire. En cas de désaccord de l'EPML avec le contenu, et sans action corrective de la part du Concessionnaire, les pénalités prévues à l'article 17 du cahier des charges seront applicables.

### **8.4 Actions commerciales**

Au cœur du domaine du Louvre, les emplacements alloués pour l'exploitation de l'activité constituent un véritable pôle d'attractivité des visiteurs du jardin.

A ce titre, des actions marketing et commerciales peuvent être mises en place par le Concessionnaire en vue d'assurer la visibilité de son offre, de développer et dynamiser son activité, et de fidéliser sa clientèle. Ces actions doivent être de qualité, adaptées au site et cohérentes avec l'offre et le concept du candidat. Elles pourront notamment porter sur des offres promotionnelles.

Le Concessionnaire pourra proposer des produits exclusifs ou thématiques autour de l'identité et de l'actualité du jardin et du musée. L'EPML pourra également le solliciter pour accompagner certaines prestations événementielles.

Ces offres seront élaborées conjointement avec l'EPML et soumises à sa validation préalable.

De plus, il est attendu du Concessionnaire de fidéliser les agents du domaine du Louvre à travers une réduction appliquée sur présentation du badge de 10% minimum. D'autres publics comme les étudiants, les prestataires du musée du Louvre et les intervenants occasionnels dans le cadre de l'organisation d'évènements (par exemple les équipes de montage de défilés de mode) peuvent être des bénéficiaires potentiels d'une politique de fidélisation proposée par le Concessionnaire.

## **Article 9 - Conditions d'exploitation**

---

### **9.1 Contraintes du site**

Il est rappelé que des contraintes particulières sont imposées au Concessionnaire au titre de la législation sur les Monuments Historiques. Ces contraintes concernent le caractère spécifique du domaine du Louvre et des éléments qui le constituent.

Dans le jardin des Tuileries, les arbres et le revêtement du sol (stabilisé), font partie du classement « monument historique » du jardin. Ils devront être préservés et respectés par le Concessionnaire et sa clientèle. Toute détérioration des parties aériennes (branches et troncs) et des parties souterraines des arbres feront l'objet de pénalités dont les modalités sont inscrites dans les Directives pour la sauvegarde des arbres rattachés à l'EPML (annexe 6).

Les travaux de remise en état suite à une dégradation du revêtement de sol du jardin, des équipements installés par le musée du Louvre, par le Concessionnaire, ses prestataires ou sa clientèle seront entièrement pris en charge par le Concessionnaire.

Dans le jardin sont installées des œuvres, sculptures de haute valeur patrimoniale, datant de la fin du 17<sup>ème</sup> siècle à l'époque contemporaine, qu'il convient également de respecter afin de garantir leur conservation. En cas de dégradation d'une sculpture par le Concessionnaire, ses prestataires ou sa clientèle, sa restauration sera entièrement prise en charge par le Concessionnaire.

Les emplacements des points de vente mobiles pourront être temporairement déportés en cas d'évènements, d'activités et/ou de travaux dans le jardin des Tuileries impactant la visibilité et/ou l'accès des espaces dans le jardin des Tuileries.

Dans ce cadre, les candidats sont informés qu'un évènement a lieu chaque année au mois de septembre, au niveau du bassin octogonal, nécessitant le déplacement du point de vente mobile principal pour une durée d'environ un (1) mois et demi.

Le musée du Louvre transmettra les dates précises de ce déplacement au plus tard quinze (15) jours avant la date prévue.

La localisation de l'emplacement que le Concessionnaire devra occuper temporairement est indiquée en annexe 1. Pour l'année 2027, compte tenu de la présence de la vasque Olympique, un autre emplacement temporaire sera défini en amont pendant la durée de l'évènement qui a lieu au mois de septembre.

Dans le cas où le déplacement des points de vente mobiles entraînerait un écart des flux et aurait pour effet avéré de modifier significativement l'économie générale du contrat, les Parties conviennent de se rencontrer en vue d'arrêter d'un commun accord les mesures, notamment

financières, techniques et/ou de calendrier, permettant de rétablir l'équilibre économique du contrat.

## **9.2 Mobilité des points de vente mobiles**

Les accessoires prévus pour l'activité (les potelets et chevalets) devront être remisés chaque soir à l'intérieur du point de vente mobile principal.

Le point de vente mobile secondaire doit être impérativement retiré du domaine tous les soirs et être réintroduit tous les matins. Le point de vente mobile secondaire doit arriver chargé sur le domaine du Louvre.

Le Concessionnaire effectuera cette opération par ses propres moyens dans le respect des consignes de sécurité et du livret de circulation (cf. annexes 5 et 7).

Le musée du Louvre ne disposant d'aucun emplacement pour remiser les points de vente mobiles, leur stockage en dehors des plages d'exploitation relèvera du Concessionnaire.

Le lieu choisi à cet effet doit se trouver proche du lieu d'exécution des prestations afin de limiter le temps de transport et disposer d'une alimentation électrique nocturne.

En cas de nécessité (intempéries, événements exceptionnels...) le musée du Louvre se réserve le droit de demander au Concessionnaire de faire évacuer du jardin des Tuileries les points de vente mobiles à tout moment sans préavis et sans indemnisation.

## **9.3 Travaux réalisés par le musée du Louvre**

Pour tous les travaux et modifications que le musée du Louvre décide d'exécuter dans ou aux abords des espaces qui sont concédés au Concessionnaire (sol, réseaux, arbres, mobilier etc.), et si la durée des travaux excède huit (8) jours consécutifs ou perturbe de façon grave et continue l'exploitation, le Concessionnaire peut demander à être indemnisé, à proportion du préjudice subi dès lors qu'il aura apporté la preuve de la réalité dudit préjudice.

Le musée du Louvre préviendra le Concessionnaire au moins un (1) mois à l'avance de la tenue des travaux, sauf cas d'urgence justifié pour des raisons de sécurité des personnes et des biens.

## **9.4 Branchement aux réseaux**

Le musée du Louvre mettra à disposition ses réseaux d'eau et d'électricité, auxquels le Concessionnaire se raccordera. Il est précisé que tous travaux et raccordements sur les réseaux feront obligatoirement l'objet d'une validation préalable du musée du Louvre sur présentation des équipements retenus par le Concessionnaire.

Le Concessionnaire doit fournir ses propres équipements pour sécuriser les chemins de câbles (goulotte, rampe de protection, etc.)

### *9.4.1 Réseau d'eau*

Le raccordement aux réseaux d'eau sanitaire mis à disposition par le musée du Louvre à proximité du point de vente mobile principal est à la charge du Concessionnaire, sous contrôle de l'EPML.

Le musée du Louvre refacturera au Concessionnaire les consommations sur la base des relevés effectués sur les sous-compteurs présents.

Pour des besoins d'exploitation et de maintenance, l'EPML pourra prévoir ponctuellement des coupures d'alimentation en eau dans le jardin des Tuileries. L'EPML en informera au préalable le Concessionnaire afin que les dispositions nécessaires puissent être prises.

En cas de défaut ou d'interruption de fourniture d'eau du fait du Concessionnaire, ce dernier doit aussitôt en informer le musée du Louvre par téléphone en s'adressant 24h sur 24h, 7 jours sur 7, à la Vigie technique au 01.40.20.52.52.

#### *9.4.2 Réseau électrique*

Le raccordement en électricité du point de vente mobile principal est effectué sur une borne de raccordement mise à la disposition par le musée du Louvre.

Pour ce point de vente, la puissance électrique disponible est de 36 kW.

Il appartient au Concessionnaire de prendre son abonnement auprès du fournisseur d'énergie de son choix, de l'adapter et d'assumer directement le paiement de ses consommations.

Pour le point de vente mobile secondaire, si le candidat ne peut pas garantir la qualité de son offre avec un point de vente mobile autonome, un raccordement en électricité dans le souterrain Solferino peut être envisagé en concertation avec l'EPML. Dans ce cas, des passe-câbles adaptés devront être impérativement mis en place. Ces installations seront soumises à la validation de l'EPML.

En l'absence de sous-compteur, le paiement d'un montant forfaitaire incombera au Concessionnaire (cf. article 15.4).

Pour l'espace de stockage, le raccordement en électricité dans le souterrain Solferino est effectué sur un branchement mis à disposition par le musée du Louvre de deux (2) prises dont la puissance électrique disponible est de 2,5 kW. Il appartiendra au Concessionnaire d'adapter ses équipements à cette puissance.

Le cheminement des câbles du point de vente jusqu'au souterrain doit être protégé et ne pas gêner l'accès et la circulation vers le souterrain ni l'ouverture du portail.

#### *9.4.3 Réseau internet et téléphone*

Le musée du Louvre ne mettra à disposition du Concessionnaire aucun raccordement internet, ni téléphonique. Le Concessionnaire fera son affaire de la connexion nécessaire au paiement électronique par les clients.

#### *9.4.4 Assainissement*

Le point de vente mobile principal doit être équipé d'un séparateur de type « bac à graisse » adapté, avant le raccordement au réseau d'eau usées.

L'installation du bac à graisses est à la charge du concessionnaire après la validation de l'EPML.

### **9.5 Approvisionnement**

#### *9.5.1 Contraintes spécifiques du jardin*

L'approvisionnement du point de vente mobile principal, du point de vente secondaire et de l'espace de stockage (situé dans le souterrain Solférino) se fera conformément au règlement

des cours, jardins, passages et péristyles du domaine national du Louvre et des Tuileries (annexe 3), aux Directives pour la sauvegarde des arbres (annexe 6) et au livret de circulation dans le domaine national du Louvre et des Tuileries (annexe 7).

En cas de manifestations temporaires, des consignes spécifiques seront précisées dans le contrat. Les conducteurs/livreurs devront notamment :

- Respecter le plan de circulation (annexe 7) ;
- Respecter la priorité accordée aux piétons ;
- Rouler au pas, soit à 5 km/h maximum ;
- Obtempérer aux injonctions des agents de la Direction de l'Accueil du Public et de la Surveillance (DAPS) ;
- Circuler avec feux et gyrophares allumés.

Le Concessionnaire veillera à ce que les dimensions du véhicule de livraison soient adaptées afin de respecter les branches des arbres du jardin.

Tout livreur qui ne respecterait pas le règlement, ou aurait un comportement inadapté ou mettrait en danger le public, se verra refuser l'accès au site pour la livraison.

Le personnel du Concessionnaire sera présent pour réceptionner toute livraison et assurer son rangement immédiat dans les points de vente mobiles. En effet, aucun stockage à l'extérieur du kiosque, même temporaire, n'est autorisé.

Le Concessionnaire devra transmettre une liste de tous ses fournisseurs à l'EPML.

#### *9.5.2 Protocole de sécurité*

En vertu de l'article R.4515-6 du Code du Travail, le Concessionnaire devra mettre en place avec chacun de ses livreurs un protocole de sécurité. Ce document aura notamment pour but d'informer le livreur sur ses obligations.

Il devra comporter au minimum :

- L'identité du responsable du lieu,
- Les matériels et engins spécifiques utilisés pour le chargement ou le déchargement (les caractéristiques du véhicule, son aménagement et ses équipements),
- Les consignes de sécurité à suivre lors des opérations de chargement ou de déchargement,
- Les moyens de secours en cas d'accident ou d'incident,
- Le lieu de livraison ou de prise en charge, les modalités d'accès et de stationnement aux postes de chargement ou de déchargement, accompagnées d'un plan et des consignes de circulation (cf. plan de circulation en annexe 7).

Chaque véhicule devra avoir à disposition en permanence le protocole de sécurité dûment signé.

### **Article 10 - Maintenance et entretien**

---

#### **10.1 Maintenance**

Le Concessionnaire doit assurer la maintenance de ses propres équipements (cf. article 3).

Le Concessionnaire s'engage à la mise en place de contrats de maintenance par type de matériels, qu'il communiquera à l'EPML. Il transmettra également tous les rapports de contrôle établis par ses prestataires. Pour les installations électriques, le Concessionnaire fournira une



fois par an à l'EPML un rapport réglementaire délivré par un bureau de contrôle, conformément aux articles R.4226-16 à R.4226-18 du Code du travail.

En tout état de cause, le Concessionnaire devra veiller au strict respect de la chaîne du froid. En cas d'incident, il fera son affaire de tout dommage lié à la non-conservation de ses produits et/ou à la perte de chiffre d'affaires en résultant.

Le Concessionnaire devra assurer la maintenance des équipements destinés au secours contre l'incendie. Les extincteurs devront être modifiés annuellement (article PE 26 – article PE 4 §2 et MS38 §4 de l'arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP)).

Les consignes de sécurité, d'alerte des sapeurs-pompiers, le système d'alarme d'évacuation et l'instruction du personnel devront être affichés (article PE 27).

Les matériaux utilisés devront répondre aux exigences de l'article PE 13 en termes de comportement au feu ; les procès-verbaux de réaction au feu des matériaux, en cours de validité, seront transmis au musée du Louvre.

L'absence ou le défaut de maintenance des équipements entraînera l'application des pénalités prévues à l'article 17 du présent cahier des charges.

La maintenance des installations électriques du Passage Solferino est à la charge du musée du Louvre. Le Concessionnaire n'est pas autorisé à intervenir sur ces installations. En revanche, il assure la maintenance de la borne de raccordement du point de vente mobile principal dans le cadre de son contrat avec son fournisseur d'énergie.

Le Concessionnaire transmettra à l'EPML une liste de tous les prestataires qui assurent la maintenance de ses équipements.

## **10.2 Obligations d'entretien**

Tout au long de la journée, le Concessionnaire devra veiller à présenter les points de vente mobiles et leurs abords dans un parfait état de propreté. Il a, en particulier, l'obligation d'entretenir lui-même et de nettoyer la surface de l'espace qui lui est concédé.

Le Concessionnaire est tenu d'assurer à ses frais toutes les réparations et tous les travaux nécessaires pour maintenir ses points de vente mobiles en bon état d'entretien, d'usage et de présentation. Pour toute modification des points de vente mobiles, le Concessionnaire devra obtenir au préalable l'accord express du musée du Louvre.

Le lavage extérieur des points de vente mobiles ne pourra être effectué qu'à l'eau claire. Les eaux grises du lavage intérieur devront être évacuées dans leur totalité par le Concessionnaire. Leur évacuation dans le jardin est interdite, en raison des risques pollution.

Le revêtement du sol (stabilisé) devra être entretenu par ratissage (type râteau à gazon) par le Concessionnaire. Le balayage du sol est interdit car cette technique génère trop de poussière et érode le sol en place.

L'usage des souffleurs est strictement interdit en raison des nuisances sonores et de l'érosion des sols.

Le musée du Louvre se réserve le droit de faire visiter à tout moment par ses représentants les points de vente mobiles et de prescrire les réparations et travaux de remise en état rendus nécessaires par la négligence du Concessionnaire.

Le Concessionnaire devra prévenir l'EPML en cas de constat de dégâts ou maladies sur un arbre situé à proximité de ses points de vente.

L'absence ou le défaut d'entretien des équipements entraînera l'application des pénalités prévues à l'article 17 du présent cahier des charges.

### **10.3 Evacuation des déchets, eaux usées et graisses**

#### *10.3.1 Evacuation des déchets*

Le Concessionnaire sera responsable de l'évacuation quotidienne hors du domaine du Louvre de tous les déchets liés à son exploitation.

Les déchets devront impérativement être évacués quotidiennement et ne peuvent en aucun cas être entreposés dans le lieu réservé au stockage des produits alimentaires ni dans les containers ou bennes utilisés par le musée du Louvre ni dans les corbeilles destinées aux visiteurs.

Les déchets devront être stockés exclusivement à l'intérieur du kiosque.

Le Concessionnaire doit faire une demande de containers à la Ville de Paris. Il est garant de ses containers et doit, à ce titre, les tenir dans un état de propreté irréprochable.

En fin de service, le Concessionnaire devra transférer les containers vers la zone de collecte dédiée et partagée avec les autres concessionnaires du jardin des Tuileries. (cf. annexe 1). Il doit veiller à la propreté de cette zone ainsi qu'au maintien de la poubelle dans un bon état et s'occuper de son remplacement en cas de dégradation. La zone de collecte est nettoyée chaque matin. Aussi, le Concessionnaire doit impérativement récupérer sa poubelle au plus tard à 9h30. Il veillera à ce que ses containers soient hermétiquement fermés en permanence afin d'éviter la prolifération des rats, corbeilles et autres nuisibles. Aucun dépôt hors container n'est autorisé.

Plus largement, le dépôt par le Concessionnaire et ses préposés (personnel, prestataires, etc.) même momentanément de tout objet, de sacs poubelles ou d'emballages vides est interdit sur le domaine.

Le non-respect de ces obligations fera l'objet de pénalités (cf. article 17 du présent cahier des charges).

Le Concessionnaire s'engage à respecter le tri sélectif et mode de ramassage appliqués par la Ville de Paris dans le 1<sup>er</sup> arrondissement.

#### *10.3.2 Eaux usées et graisses*

La vidange du bac à graisse sera effectuée régulièrement à un rythme adapté à l'activité au regard de la capacité du bac, à minima une fois par mois en période de haute saison (d'avril à octobre). Les vidanges seront effectuées selon les préconisations du constructeur ou de l'installateur et après validation du musée du Louvre et la matière recueillie lors des vidanges sera évacuée en dehors du domaine du musée du Louvre et des Tuileries.

Le Concessionnaire fournira au musée du Louvre les justificatifs des interventions correspondantes y compris les bons de retraitement des graisses et les bordereaux de suivi de déchets.

## **Article 11 - Qualité et contrôle du niveau des prestations proposées**

---

### **11.1 Contrôles sanitaires**

Le Concessionnaire devra porter une attention toute particulière à l'hygiène et à la sécurité alimentaire de ses produits. Il garantira la sécurité des aliments, dans le respect de la réglementation applicable en ce domaine.

A cet égard, le Concessionnaire fera réaliser les analyses conformes aux règles de la profession par une société indépendante étant précisé qu'il devra se soumettre à l'ensemble des contrôles pratiqués par la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes et de la Direction des services vétérinaires. Un compte rendu systématique régulier de tous les résultats de ces contrôles sera communiqué au musée du Louvre.

En cas de manquement constaté, notamment sur la base de ce compte-rendu, l'EPML demandera la mise en place d'actions correctives. En l'absence de mise en place ou de non-respect de ces actions, les pénalités prévues à l'article 17 pourront être appliquées.

### **11.2 Contrôles qualité**

Les prestations offertes au public devront présenter les critères de qualité qui guident l'ensemble des activités du domaine national du Louvre et des Tuileries. Le Concessionnaire s'engagera à assurer en permanence la réalisation intégrale de l'offre proposée.

Le musée du Louvre se réserve le droit de faire évaluer par les moyens qu'il juge adaptés les prestations fournies par le Concessionnaire. Il pourra ainsi s'assurer du respect de cette qualité par des visites inopinées effectuées par ses agents ou toute personne dûment mandatée par ses soins.

En fonction des résultats obtenus, le Concessionnaire proposera dans un délai d'un (1) mois, une réorientation ou une adaptation de son offre et/ou de sa communication.

La non-conformité du niveau de qualité de l'offre commerciale au regard de l'offre contractuelle validée entre les Parties entraînera l'application des pénalités prévues à l'article 17 du présent cahier des charges.

L'objectif est d'améliorer constamment la qualité globale de l'exploitation.

Le musée du Louvre fera un bilan avec le Concessionnaire sur les performances de l'exploitation après l'ouverture selon des modalités qui seront fixées au contrat de concession.

### **11.3 Suivi de l'exploitation**

La période de référence de la concession est fixée du 1<sup>er</sup> avril au 31 octobre de chaque année.

Chaque mois, le Concessionnaire communique au musée du Louvre des données de comptabilité analytique (chiffre d'affaires hors taxes mensuel, panier moyen, top produits, conditions climatiques ou événements particuliers, nombre de jours de fermeture exceptionnelle ...). Ces éléments sont communiqués au plus tard le 15 du mois suivant. La sélection exhaustive des informations transmises au musée du Louvre de même que le support de transmission sont élaborés conjointement avec le Concessionnaire avant le début de l'exploitation.

De plus, des réunions de suivi de l'exploitation récurrentes auront lieu avec le Concessionnaire. Leur mode de fonctionnement et leur fréquence seront fixées dans le contrat de concession.

Enfin, une fois par an, le Concessionnaire sera tenu de remettre un rapport d'activité afin de permettre la vérification et la bonne exécution du contrat. La date de transmission sera fixée dans le contrat de Concession. Ce rapport sera présenté par le Concessionnaire à l'occasion de la réunion de suivi d'exploitation succédant l'envoi du rapport.

Ce rapport comprend :

**1. Les données comptables suivantes**, conformément aux articles R.3131-3 et R.3131-4 du code de la commande publique :

- a) Le compte annuel de résultat de l'exploitation de la concession rappelant les données présentées l'année précédente au titre du contrat en cours. Pour l'établissement de ce compte, l'imputation des charges s'effectue par affectation directe pour les charges directes et selon des critères internes issus de la comptabilité analytique ou selon une clé de répartition dont les modalités sont précisées dans le rapport pour les charges indirectes, notamment les charges de structure ;
- b) Une présentation des méthodes et des éléments de calcul économique annuel et pluriannuel retenus pour la détermination des produits et charges directs et indirects imputés au compte de résultat de l'exploitation, les méthodes étant identiques d'une année sur l'autre sauf modification exceptionnelle et dûment motivée ;
- c) Un état des variations du patrimoine immobilier intervenues dans le cadre du contrat ;
- d) Un état des autres dépenses de renouvellement réalisées dans l'année conformément aux obligations contractuelles ;
- e) Un état du suivi du programme contractuel d'investissements en premier établissement et du renouvellement des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation

**2. Les données techniques suivantes :**

- a) Le chiffre d'affaires annuel, avec une décomposition mensuelle et par nature de produits ;
- b) Le ticket ou panier moyen annuel, avec une décomposition mensuelle ;
- c) Un état de suivi du programme contractuel en matière de maintenance préventive et curative des équipements (nombre d'interventions, temps d'attente, matériels concernés, etc.) ;
- d) Un état du suivi du programme contractuel de renouvellement des équipements ;
- e) Un tableau des amortissements actualisé de façon annuelle ;
- f) Le suivi de la masse salariale.

**3. Les données relatives aux aspects qualitatifs et sanitaires suivants :**

- a) Le bilan des analyses bactériologiques, prélèvements de surface et de tout autre investigation portant notamment sur l'hygiène ;

- b) Le bilan des changements de carte, tant pour l'introduction de nouveaux produits que pour les modifications tarifaires ;
- c) Les résultats des enquêtes de satisfaction ;
- d) Tout autre élément permettant d'apprécier la qualité du service exploité par le Concessionnaire, conformément à l'article L.3131-3 du code de la commande publique.

L'EPML se réserve le droit de demander au Concessionnaire d'autres informations et indicateurs de la qualité du service rendu.

#### **4. Les données relatives aux aspects de responsabilité sociétale et environnementale :**

- a) Un état récapitulatif de la quantité de dioxyde de carbone émise à l'occasion des prestations de transport effectuées dans le cadre de la concession (article L. 1431-3 du Code des transports).
- b) Le cas échéant, le bilan carbone complet sur les scopes 1 à 3 de l'ensemble de sa prestation chaque année, réalisé selon la méthode officielle Bilan Carbone <sup>1</sup> :
- c) Le bilan des activités menées dans le cadre de l'insertion sociale en lien avec l'EPEC (cf. article 6.3)
- d) La présentation d'un bilan annuel des actions menées et d'un plan de progrès pour l'année à venir sur les performances environnementales et sociales de l'activité concédée.

Tous les éléments du rapport sont fournis sous format numérique et selon les modalités définies par l'EPML et le Concessionnaire (word, excel...).

La non-production ou la production tardive ou incomplète sont sanctionnées par des pénalités contractuelles (cf. article 17).

#### **Article 12 - Etats des lieux**

Le musée du Louvre procédera contradictoirement avec le Concessionnaire, à plusieurs états des lieux pour chaque saison et pour chaque point de vente mobile :

- le premier lors de l'entrée dans les lieux
- le dernier à l'issue de la saison

Des états des lieux seront également réalisés dans le cadre du déplacement temporaire du point de vente mobile principal (entrée et sortie).

Ces constats écrits seront établis en double exemplaire.

Le musée du Louvre pourra éventuellement faire appel à un huissier. Le cas échéant, les coûts des constats seront partagés à parts égales entre les parties.

A la fin de la concession, le Concessionnaire sera tenu de rétablir les lieux dans leur état primitif et de faire disparaître toute trace de son occupation, sauf avis contraire du musée du Louvre.

---

<sup>1</sup> Source ADEME : <https://bilans-ges.ademe.fr/fr/accueil/contenu/index/page/m%25C3%25A9thodes%2Bde%2Bcalcul/siGras/0>.

L'absence de réalisation des travaux dans les délais impartis fixés par l'EPML entrainera l'application des pénalités prévues à l'article 17 du présent cahier des charges.

## **Article 13 - Dispositions réglementaires et sécurité**

---

### **13.1 Dispositions réglementaires**

Le Concessionnaire devra satisfaire à toutes les obligations afférentes à l'exploitation de son activité.

Le Concessionnaire a l'obligation de se conformer aux lois et règlements en vigueur applicables à son activité, notamment au Code du Travail, à la réglementation relative à l'hygiène et à la sécurité des produits alimentaires présentés à la vente (notamment les réglementations européennes et nationales subséquentes), à la réglementation en matière d'allergènes, à la réglementation en matière de salubrité publique (notamment édictée par la Préfecture de Police de Paris) et à la réglementation en matière de sécurité incendie. Il se conformera également à toute prescription émise par la Préfecture de Police de Paris au nom de la Commission de Sécurité et d'Accessibilité en ce qui concerne l'exploitation des installations dont il aura la charge.

Par ailleurs le Concessionnaire fera son affaire de l'obtention des licences de débit de boissons éventuellement nécessaires à son activité.

Enfin, il veillera au respect du décret n° 2025-582 du 27 juin 2025 relatif aux espaces sans tabac et à la lutte contre la vente aux mineurs des produits du tabac et du vapotage, aussi bien envers son personnel que sa clientèle.

Le manquement du Concessionnaire à ses l'exécution de ses obligations réglementaires entrainera l'application des pénalités prévues à l'article 17 du présent cahier des charges.

### **13.2 Sécurité**

Le Concessionnaire sera tenu de respecter les consignes émanant des équipes de la DAPS du musée du Louvre et de se conformer au dispositif de contrôle conforme au plan Vigipirate en vigueur à la date de signature du contrat de concession.

Le Concessionnaire devra installer des extincteurs adaptés aux risques et souscrire un contrat de maintenance adéquat, tout en proposant une formation adaptée à son personnel.

Le Concessionnaire doit également élaborer un plan de protection contre les inondations et le transmettre à l'EPML.

Les points de vente mobiles et leur mobilier sont placés sous la responsabilité du Concessionnaire. Il en assure à ce titre la surveillance et la mise en sécurité.

Tout manquement du Concessionnaire dans le cadre de l'exécution de ses obligations contractuelles et réglementaires en matière de sécurité fera l'application de pénalités prévues à l'article 17 du présent cahier des charges.

Pour des raisons de sécurité, comme en cas de manifestation, d'intempéries importantes ou par ordre de la Préfecture, et conformément à l'annexe 5, l'activité du Concessionnaire pourra être temporairement interrompue à tout moment sans préavis et sans indemnisation.

## **Article 14 - Responsabilité et assurances**

---

### **14.1 Responsabilité**

Le Concessionnaire sera propriétaire de ses équipements, mobiliers et matériels pendant la durée d'exploitation et le demeurera au terme de la convention.

L'espace concédé et les équipements du Concessionnaire seront placés sous la responsabilité et sous la surveillance de ce dernier. L'EPML sera ainsi dégagé de toute responsabilité en cas d'effractions, de déprédation, de vol, de perte, de dommages ou autre cause quelconque survenant aux personnes et/ou aux biens

Le Concessionnaire sera seul responsable de tous les dommages résultant de ses activités, qu'ils soient causés par lui-même, par le fait des personnes dont il doit répondre ou par les choses qu'il a sous sa garde, et qu'ils soient subis par lui-même, l'EPML, un tiers ou un usager.

### **14.2 Assurances**

Au titre de sa responsabilité conformément à l'article précédent, le Concessionnaire devra contracter une assurance responsabilité civile professionnelle, auprès de compagnie d'assurance, bénéficiant de l'agrément de l'Etat, couvrant les dommages corporels sans limitation de somme, matériels, et immatériels causés à autrui (les tiers et les clients) ainsi que les dommages aux biens (locaux professionnels) Dans tous les cas de figure, le musée du Louvre entend être dégagé de toute responsabilité en cas d'incident.

Une copie de cette assurance sera fournie au musée du Louvre avant le début de l'exploitation puis chaque année pendant la durée du contrat.

Le défaut de production de l'attestation d'assurance du Concessionnaire ou sa non-conformité aux termes du présent article pourra entraîner la résiliation du contrat.

## **Article 15 - Conditions financières**

---

### **15.1 Mode de rémunération du Concessionnaire**

Le Concessionnaire se rémunère par la perception des recettes provenant de l'exploitation des points de vente.

A ce titre, il assurera la facturation et l'encaissement auprès des usagers des points de vente.

### **15.2 Redevance**

Le Concessionnaire est tenu de verser annuellement au musée du Louvre :

- une redevance fixe, consistant en un loyer décorrélé de tout résultat d'exploitation, due à compter du premier état des lieux d'entrée.
- une redevance variable, proportionnelle au chiffre d'affaires (CA), due à compter du début de l'exploitation.

La part variable de la redevance est calculée en appliquant au CA HT un taux de redevance unique correspondant à l'un des paliers suivants :

<b>Seuils de chiffre d'affaires en euros HT pour lesquels un taux de redevance devra être défini</b>
De 0 à 700 000 euros
De 700 001 à 900 000 euros
Supérieur à 900 000 euros

Pour chacun des exercices d'exploitation le taux de redevance applicable est celui du palier dans lequel se situe le chiffre d'affaires réalisé. Ce taux s'applique donc sur la totalité du chiffre d'affaires annuel.

*Par exemple, si le taux proposé par le concessionnaire est de :*

- 20% pour un CA HT compris entre 0 et 700 000 euros
- 25% pour un CA HT compris entre 700 001 et 900 000 euros
- 30% pour un CA supérieur à 900 000 euros

*et que le CA réalisé sur l'année N est de 820 000 € HT, alors le taux qui s'applique est de 25 %.*

Le montant total de la redevance est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur

Le montant de la redevance fixe fera l'objet d'une révision au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année et pour la première fois le 1<sup>er</sup> janvier 2028, en fonction de l'indice des prix à la consommation IPC-Indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France métropolitaine - Nomenclature Coicop : 11.1.1 - Restaurants, cafés et établissements similaires (identifiant 1764232).

Le retard dans le paiement des redevances entraînera l'application des pénalités prévues à l'article 17 du présent cahier des charges.

### **15.3 Garantie à première demande**

Le Concessionnaire devra fournir une garantie à première demande en couverture de l'ensemble des sommes à payer, établie conformément à l'article 2321 du Code Civil et au profit de l'agent comptable du musée du Louvre.

Cette garantie à première demande d'un montant à minima égal à la redevance fixe sera transmise à la signature du contrat et avant la date de début d'installation. Elle sera adressée à l'Agent comptable du musée du Louvre -75058 Paris Cedex 01. Il est à noter que l'installation du Concessionnaire sur l'espace concédé est conditionnée à l'obtention de la version originale de la garantie à première demande et à son acceptation par le musée du Louvre.

La Garantie à première demande devra s'étendre jusqu'au 31 décembre 2032.

### **15.4 Charges**

La consommation d'eau fera l'objet d'une refacturation annuelle de la part de l'EPML auprès du Concessionnaire. Le montant facturé pour le point de vente principal sera fixé sur la base des relevés de compteurs effectués.

Le branchement électrique du matériel de stockage dans le souterrain Solférino fera l'objet d'une facturation forfaitaire à la fin de la saison pour un montant de six cents euros hors taxes (600 € HT). Des conditions particulières pour la période précédant la première année pleine seront prévues dans le contrat de concession.



Au cas où le point de vente secondaire serait raccordé en électricité au souterrain Solférino, un montant forfaitaire de quatre cents euros hors taxes (400 € HT) sera facturé à la fin de la saison.

Le retard dans le paiement des charges entraînera l'application des pénalités prévues à l'article 17 du présent cahier des charges.

#### **Article 16 - Transmission des comptes et contrôle comptable**

---

En plus des éléments de reporting mensuels et des données fournies au titre du rapport annuel (cf. article 11.3), le Concessionnaire devra, sur simple demande, présenter au musée du Louvre tout document relatif à l'exploitation de son service ainsi qu'à sa gestion et notamment :

- les pièces de comptabilité ;
- le cas échéant, les contrats passés avec des tiers pour l'exécution du contrat de concession ;
- les éléments relatifs à la masse salariale (effectif, nature des contrats de travail...).

La non-production complète des documents attendus dans les délais impartis par l'EPML entraînera l'application des pénalités prévues à l'article 17 du cahier des charges.

Le Concessionnaire sera également tenu de communiquer au musée du Louvre son chiffre d'affaires annuel certifié au plus tard le 31 mai de l'année N+1. Le chiffre d'affaires annuel transmis au musée du Louvre sera accompagné du rapport général du commissaire aux comptes ou d'une attestation de l'expert-comptable. Dans le cas où le Concessionnaire exploite plusieurs établissements, le commissaire aux comptes ou l'expert-comptable de la société du Concessionnaire devra certifier ou attester la comptabilité analytique de l'établissement faisant l'objet du contrat de concession avec le musée du Louvre.

Le musée du Louvre pourra exercer, par l'intermédiaire notamment d'un commissaire aux comptes ou des services compétents du musée du Louvre, tout contrôle sur pièce ou sur place pour s'assurer de l'exactitude et l'exhaustivité du chiffre d'affaires servant de base au calcul de la redevance. En cas d'écart défavorable au musée du Louvre, le Concessionnaire sera redevable du montant complémentaire de redevance, ainsi que de pénalités correspondant à 1% de l'écart constaté sur l'assiette de calcul et des frais encourus dans le cadre du contrôle exercé (honoraires du commissaire aux comptes, par exemple).

La non-production du chiffre d'affaires certifié dans les délais fixés au contrat entraînera l'application des pénalités prévues à l'article 17 du cahier des charges.

#### **Article 17 - Pénalités liées à l'exécution du contrat de concession**

---

En cas de manquement du Concessionnaire à l'une de ses obligations, le musée du Louvre aura la possibilité de procéder à l'application de pénalités pour retard, carence ou dysfonctionnement.

Ces pénalités, détaillées ci-dessous, seront cumulables et applicables sans mise en demeure préalable (sauf mention contraire dans le tableau ci-dessous).

TYPOLOGIE	MONTANT	MECANISME D'APPLICATION
<b><u>PENALITES LIEES A LA MAINTENANCE ET L'ENTRETIEN</u></b>		
<p>Défaut d'entretien et de maintenance des équipements résultant de la négligence du Concessionnaire</p> <p><u>Cf. articles 10.1 et 10.2 du cahier des charges</u></p>	200 €	<p><b>Pénalité journalière (par jour calendaire) :</b> appliquée après signalement au Concessionnaire d'un défaut manifeste d'entretien ou de maintenance des équipements techniques dont il a la charge, et non corrigé dans un délai de quinze (15) jours.</p> <p>Le constat de défaut d'entretien/maintenance est acté par courriel ou par courrier de l'EPML.</p> <p>La pénalité s'applique jusqu'à constat par l'EPML (par courriel ou par courrier) de la réalisation de l'entretien / maintenance nécessaire.</p>
<p>Manquement du Concessionnaire relatif à ses obligations en termes de gestion des déchets</p> <p><u>Cf. article 10.3.1 du cahier des charges</u></p>	200€	<p><b>Pénalité forfaitaire :</b> Appliquée par constat de l'EPML au bout de trois (3) manquements adressée par courriel.</p>
<p>Travaux et entretien liés à la fin de la concession, non réalisés dans les délais fixés par l'EPML</p> <p><u>Cf. article 12 du cahier des charges</u></p>	600 €	<p><b>Pénalité journalière :</b> appliquée en cas de retard dans la levée des réserves constatées dans l'état des lieux de sortie selon les délais impartis, par jour de retard constaté et par réserve non levée. Les pénalités s'appliquent jusqu'au constat de la réalisation des travaux de remise en état sans réserve.</p> <p>Le début du retard et le constat de la livraison des travaux en conformité avec les demandes de modifications sont actés par écrit (courriel) par l'EPML.</p>

<b><u>PENALITES LIEES A L'EXPLOITATION</u></b>		
<p>Absence prolongée d'ouverture des points de vente conformément aux horaires d'ouverture fixés par le contrat de concession sans information préalable de l'EPML</p> <p><u>Cf. article 5 du cahier des charges</u></p>	200 €	<p><b>Pénalité journalière :</b> appliquée au-delà d'un jour de fermeture des points de vente, par jour de fermeture, dès le constat par le musée du Louvre de ladite fermeture acté par courriel ou par courrier de l'EPML.</p>
<p>Dépassement des horaires de sortie du personnel autorisé sans information préalable auprès de l'EPML.</p> <p><u>Cf. article 5 du cahier des charges</u></p>	200€	<p><b>Pénalité forfaitaire :</b> appliquée au bout de trois manquements constatés par l'EPML par courriel.</p>
<p>Modification ponctuelle des horaires d'ouverture des points de vente fixés par le contrat de concession sans information préalable de l'EPML</p> <p><u>Cf. article 5 du cahier des charges</u></p>	200 €	<p><b>Pénalité forfaitaire :</b> appliquée pour chaque manquement constaté par courriel de l'EPML, au-delà de deux manquements au devoir d'information préalable constatés sur une période de trois (3) mois.</p>

<p>Manquement du Concessionnaire à l'exécution de ses obligations réglementaires</p> <p><u>Cf. article 13.1 du cahier des charges</u></p>	250 €	<p><b>Pénalité forfaitaire :</b> appliquée par manquement non corrigé dans un délai de 48h après constat par l'EPML (par courriel).</p>
<p>Absence de mise en place d'actions correctives ou non-respect des mesures correctives relatives à l'hygiène et à la sécurité alimentaire</p> <p><u>Cf. article 11.1 du cahier des charges</u></p>	200€	<p><b>Pénalité journalière :</b> Après notification (par courriel) de l'EPML de mettre en place les mesures correctives, si aucune action corrective n'est mise en place dans un délai de 20 jours, application journalière de la pénalité au terme de ce délai, jusqu'à constatation de la mise en place des mesures correctives (par courriel).</p>
<p>Non-respect des règles relatives à la mise en sécurité des points de vente</p> <p><u>Cf. article 13.2 du cahier des charges</u></p>	300 €	<p><b>Pénalité forfaitaire :</b> Appliquée par constat de l'EPML au bout de trois (3) manquements, adressé par courriel.</p>
<p>Non-conformité de la qualité de l'offre commerciale (qualité de la prestation, qualité de service, niveau de gamme, rapport qualité-prix) par rapport aux obligations contractuelles</p> <p><u>Cf. article 11.2 du cahier des charges</u></p>	300 €	<p><b>Pénalité forfaitaire :</b> Au bout de trois (3) manquements constatés par le musée du Louvre ou tout organisme dûment mandaté par lui (visites mystères, remarques visiteurs...), l'EPML signifie au Concessionnaire les manquements (par courriel) et fixe un délai dans lequel le Concessionnaire doit remédier aux manquements constatés.</p> <p>En l'absence de remédiation dans ledit délai le Concessionnaire encourt l'application de la pénalité pour chaque manquement constaté.</p>
<p>Modification tarifaire en cours de concession sans validation préalable de l'EPML.</p> <p><u>Cf. article 4.3 du cahier des charges</u></p>	100 €	<p><b>Pénalité journalière (par jour calendaire) :</b> appliquée à compter du lendemain du constat par l'EPML (par courriel ou par courrier) de la modification des tarifs sans validation préalable.</p> <p>La pénalité s'applique jusqu'au retour au prix initial ou jusqu'à la validation de l'EPML des tarifs modifiés.</p>
<p>Absence de mise en place d'actions correctives ou non-respect des mesures correctives relatives à l'exploitation arrêtées par les Parties lors de la présentation du rapport annuel.</p> <p><u>Cf. article 11.1 du cahier des charges</u></p>	100 €	<p><b>Pénalité journalière :</b> Après notification (par courriel) de l'EPML de mettre en place les mesures correctives, si aucune action corrective mise en place dans un délai de 20 jours ; application journalière de la pénalité par lieu, jusqu'à constatation de la mise en place des mesures correctives (par courriel).</p> <p><b>Mode de saisine :</b> acté par constat de l'EPML après expiration du délai de 20 jours.</p>

<b><u>PENALITES LIEES A LA RESPONSABILITE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE DE L'ENTREPRISE</u></b>		
Non-respect des obligations contractuelles relatives à la politique de développement durable <u>Cf. article 6.2 du cahier des charges</u>	150 €	<b>Pénalité forfaitaire</b> : appliquée par manquement constaté sur la base des engagements fixés contractuellement.  <u>Mode de saisine</u> : acté par le contrôle de l'EPML ou tout organisme dûment mandaté par lui (par courriel).
Non-respect des engagements relatifs à l'insertion par l'activité économique  <u>Cf. article 6.3 du présent cahier des charges</u>	60 €	<b>Pénalité appliquée</b> : en cas de non-respect des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser conformément au contrat de concession, constaté par l'envoi d'un courriel par l'EPML.  Cette pénalité s'applique par heure d'insertion non réalisée.
	75 €	<b>Pénalité journalière (par jour calendaire de retard)</b> : en cas de non-transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des actions d'insertion.  Cette pénalité est appliquée après mise en demeure par l'EPML par courriel ou lettre recommandée avec demande d'avis de réception restée infructueuse dans le délai de quinze (15) jours suivant sa réception.

<b><u>PENALITES LIEES A LA COMMUNICATION, LA COMMERCIALISATION ET LE MARKETING</u></b>		
Défaut d'actions correctives suite à la réalisation d'actions de communication pour lesquelles l'EPML a exprimé son désaccord  <u>Cf. article 8.3 du cahier des charges</u>	150 €	<b>Pénalité journalière (par jour calendaire)</b> : appliquée après notification par l'EPML (par courriel) de retirer ou modifier le contenu, si aucune action corrective n'est mise en œuvre dans un délai de 2 jours.  Les pénalités s'appliquent jusqu'à constat par l'EPML (par courriel) du retrait ou de la modification de la publication.
Utilisation non autorisée de l'image de la Pyramide, du domaine, du logo, de la marque ou de tout autre signe distinguant le Louvre  <u>Cf. article 8 du cahier des charges</u>	1 500 €	<b>Pénalité journalière (par jour calendaire)</b> : appliquée après notification par l'EPML (par courriel ou courrier) de retirer ou modifier le contenu, si aucune action corrective n'est mise en place dans un délai de deux (2) jours, sans préjudice de la réparation du dommage subi qui pourra être obtenue par voie contentieuse.  Les pénalités s'appliquent jusqu'à constat par l'EPML (par courriel) du retrait ou de la modification de la publication conformément à la demande de l'EPML.

<u>PENALITES LIEES AU PAIEMENT DES CHARGES ET REDEVANCES</u>		
Retard dans le paiement des redevances et charges refacturées au Concessionnaire  <u>Cf. article 15.2 et 15.4 du cahier des charges</u>	500€	<b>Pénalité journalière (par jour calendaire de retard) :</b> appliquée dès le premier jour de retard de paiement.

<u>PENALITES LIEES A LA TRANSMISSION DE DOCUMENTS CONTRACTUELS NECESSAIRES AU SUIVI ET AU CONTROLE DE LA PRESTATION</u>		
Retard dans la transmission des reportings mensuels dans les délais fixés contractuellement  <u>Cf. article 11.3 du cahier des charges</u>	50 €	<p><b>Pénalité journalière :</b> Le Concessionnaire dispose d'un délai de 15 jours jusqu'au début du mois suivant pour fournir le reporting du mois précédent.</p> <p>Au-delà de ce délai (soit à compter du 16<sup>ème</sup> jour), en cas de difficulté à tenir ce délai, il a une obligation d'information auprès de l'EPML qui fixe une date de remise retardée exceptionnelle. Dans ce cas, et en cas de défaut de remise du reporting mensuel, la pénalité s'applique à compter du jour suivant la nouvelle date de remise du rapport fixée par les parties.</p> <p>Sans information préalable, une pénalité de 50€ par jour de retard est applicable sans mise en demeure à compter du 16<sup>ème</sup> jour.</p>
Non-production ou production incomplète du rapport annuel contractuel  <u>Cf. article 11.3 du cahier des charges</u>	100 €	<p><b>Pénalité journalière :</b> L'absence de production du bilan annuel contractuel dans les délais impartis entraîne l'application de la pénalité après mise en demeure par l'EPML par courriel ou lettre recommandée avec demande d'avis de réception restée infructueuse dans le délai de quinze (15) jours suivant sa réception.</p> <p>L'application de la pénalité court jusqu'à la remise, par le Concessionnaire, du rapport annuel complet.</p>
Non-production ou production incomplète des éléments relatifs à la masse salariale, visés <u>aux</u> articles 11.3 et 16 du présent cahier des charges et selon les délais contractuels.	100 €	<p><b>Pénalité journalière :</b> La production incomplète des éléments relatifs à la masse salariale visés dans le CDC selon les délais impartis, entraîne l'application de la pénalité après mise en demeure par l'EPML par courriel ou lettre recommandée avec demande d'avis de réception restée infructueuse dans le délai de quinze (15) jours suivant sa réception.</p> <p>L'application de la pénalité court jusqu'à la remise, par le Concessionnaire, des éléments relatifs à la masse salariale complets.</p>
Non-production du chiffre d'affaires certifié dans les délais fixés par le contrat	200 €	<b>Pénalité journalière :</b> appliquée par jour de retard après mise en demeure par l'EPML par courriel ou lettre recommandée avec demande d'avis de

<u>Cf. article 16 du cahier des charges</u>	réception restée infructueuse dans le délai de quinze (15) jours suivant sa réception.  L'application de la pénalité court jusqu'à la production, par le Concessionnaire, de son chiffre d'affaires certifié.
---	---

## Article 18 – Résiliation

### 18.1 Résiliation aux torts exclusifs du Concessionnaire

En cas de manquement du Concessionnaire, à ses obligations au titre du contrat, de nature à compromettre la poursuite de l'exécution de ce dernier dans des conditions normales, le musée du Louvre pourra en prononcer la résiliation de plein droit sans formalité judiciaire, sous la seule réserve d'une mise en demeure dûment motivée, notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception au Concessionnaire et restée sans effet à l'expiration d'un délai de deux (2) mois à compter de sa réception.

Dans ce cas, le Concessionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation de la part du musée du Louvre. En outre, les éventuelles conséquences onéreuses de ladite résiliation pourront être, le cas échéant, mises à la charge du Concessionnaire. Cette résiliation peut ainsi être prononcée à ses frais et risques.

### 18.2 Résiliation pour des motifs d'intérêt général

Le contrat pourra aussi être résilié pour des motifs d'intérêt général. Dans ce cas, le musée du Louvre en informera le Concessionnaire au moins six (6) mois à l'avance par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le Concessionnaire pourra alors prétendre au versement d'une indemnité correspondant au préjudice subi, à l'exception du manque à gagner. A cette fin, le Concessionnaire communiquera les éléments établissant son préjudice au musée du Louvre qui en appréciera le bien fondé.

### 18.3 Résiliation en cas de procédure de liquidation judiciaire

Dans le cas où le Concessionnaire ferait l'objet d'une procédure de liquidation judiciaire, le contrat serait après mise en demeure du liquidateur (dans les conditions prévues à l'article L.641-11-1 du Code de commerce) :

- si ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du Concessionnaire ;
- ou en l'absence de réponse dans un délai d'un (1) mois.

### 18.4 Conséquence de la résiliation sur les redevances versées par le Concessionnaire

Les redevances payées par le Concessionnaire jusqu'à la date de résiliation du contrat resteront acquises au musée du Louvre. Dans le cas où la résiliation interviendrait entre le versement de deux (2) acomptes, le Concessionnaire sera facturé au prorata de la période réelle d'exploitation.

## **Article 19 - Fin du contrat et sort des biens**

---

A l'issue du contrat de concession, l'ensemble des biens et équipements, acquis ou réalisés par le Concessionnaire pour l'exploitation du service sera conservé par le Concessionnaire.

## **Article 20 - Modalités de sous-concession et cession**

---

### **20.1 Passation des contrats par le Concessionnaire : définition et conditions de recours à la sous-concession**

La sous-concession s'entend du fait, pour le Concessionnaire, de confier une partie de ses missions au titre du contrat à un tiers.

En cours d'exécution du contrat, le Concessionnaire pourra sous-concéder une partie de l'exécution de ce dernier uniquement à condition d'avoir obtenu au préalable l'accord exprès de l'EPML.

Sans accord préalable et exprès de l'EPML, la sous-concession sera nulle et sans effet.

Le Concessionnaire est tenu d'adresser sa demande par courrier recommandé avec accusé de réception. Cette demande devra :

- Être accompagnée du nom du sous-concessionnaire envisagé, de sa raison sociale, de la composition de son capital et de son numéro et de sa date d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ;
- Être accompagnée du projet de contrat de sous-concession et de ses éventuelles annexes ;
- Détailler les modalités de rémunération du sous-concessionnaire envisagé ;
- Permettre à l'EPML d'apprécier si le sous-concessionnaire envisagé présente toutes les garanties professionnelles, techniques et financières pour assurer la bonne exécution de la mission qu'il est envisagé de lui déléguer.

Toute demande ne respectant les formes prescrites à l'alinéa précédent sera réputée non reçue.

L'EPML disposera, pour se prononcer sur la demande du Concessionnaire, d'un délai de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la réception de cette dernière.

La demande de sous-concession pourra être rejetée si le sous-concessionnaire envisagé ne présente pas les garanties professionnelles, techniques et financières suffisantes pour assurer la bonne exécution de la mission qu'il est envisagé de lui déléguer ou présente un motif d'exclusion prévu aux articles L.3123-1 à L.3123-11 et L.3123-15 à L.3123-17 du Code de la commande publique.

Tout contrat de sous-concession devra impérativement :

- Reprendre toutes les obligations et contraintes de fonctionnement imposées par le présent cahier des charges et ses annexes ;
- Imposer au sous-concessionnaire des contrôles identiques à ceux imposés au Concessionnaire au titre du présent article.

En toute hypothèse, le contrat de sous-concession ne pourra avoir une durée supérieure au contrat de concession et prendra fin de plein droit au terme de cette concession, en cas de déchéance du Concessionnaire ou de résiliation du contrat.

La sous-concession totale est interdite.

### **20.2 Cession – Changement de contrôle**

La cession s'entend comme la substitution d'un tiers au Concessionnaire.

Toute transmission de patrimoine ou cession d'actifs, notamment par scission, fusion ou acquisition qui entraîne un changement de la personnalité morale du Concessionnaire sera considérée comme une cession aux termes du présent article.

La cession sera subordonnée à un accord écrit et préalable de l'EPML.

Dans cette dernière hypothèse, l'EPML devra en être informé par le Concessionnaire qui lui communiquera les pièces attestant de la cession dans le mois de sa réalisation.

Le Concessionnaire sera tenu d'adresser sa demande par courrier recommandé avec accusé de réception. Le cessionnaire envisagé devra fournir, à l'appui de sa demande, l'ensemble des pièces exigées du Concessionnaire dans le cadre de l'attribution de la concession.

Toute demande ne respectant pas les formes prescrites à l'alinéa précédent sera réputée non reçue.

L'EPML disposera, pour se prononcer sur la demande de cession, d'un délai de 120 jours à compter de la réception de cette dernière.

La demande de cession pourra être rejetée si le cessionnaire envisagé ne présente pas les garanties professionnelles, techniques et financières suffisantes pour assurer la gestion du service qu'il est envisagé de lui céder.

En cas d'accord de l'EPML, la cession du contrat devra intervenir dans les 30 jours suivant cet accord, faute de quoi une nouvelle demande devra être faite.

Une copie du contrat de cession devra être adressée à l'EPML dans les 10 jours suivant la signature de ce dernier.

La cession du contrat emportera, pour le cessionnaire, la reprise intégrale de l'ensemble des droits et obligations résultants du contrat de concession.

La cession du contrat ne pourra entraîner aucune autre modification de ce dernier que celle résultant du changement de Concessionnaire.

## **Article 21 - Différends et litiges**

---

En cas de litige relatif au contrat de concession, seul le droit français sera applicable.

Si un litige opposant le Concessionnaire à l'EPML ne trouve pas de règlement amiable, le tribunal administratif de Paris sera seul compétent pour statuer.

## **Article 22 - Protection des données personnelles**

---

Dans le cadre de l'exécution du contrat de concession, des données à caractère personnel seront demandées au Concessionnaire, notamment celles résultant de l'obligation légale de fournir tous les six (6) mois la liste nominative des salariés étrangers employés.

Elles seront destinées au musée du Louvre, 75058 Paris Cedex 01, responsable du traitement et pourront être communiquées, pour ces mêmes finalités, aux personnes habilitées à en connaître au sein du musée du Louvre, ainsi qu'à ses prestataires et partenaire en charge du site e-attestations.com. Ces données ne font l'objet d'aucun flux transfrontière.

Elles seront conservées pendant la durée du contrat de concession.



Conformément à la loi du 6 janvier 1978 modifiée dite « Informatique et Libertés » et au règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 dit « Règlement Général sur la Protection des Données », le Concessionnaire informe les personnes concernées qu'elles bénéficient d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, d'un droit à la portabilité des informations qui vous concernent ainsi que d'un droit à la limitation des traitements que vous pouvez exercer en adressant un courriel à [donneespersonnelles@louvre.fr](mailto:donneespersonnelles@louvre.fr) ou en adressant un courrier au musée du Louvre à l'adresse 75058 Paris Cedex 01, en précisant vos coordonnées et en justifiant de votre identité par tout moyen.

Les personnes concernées ont également le droit, le cas échéant, d'introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07, autorité de contrôle en charge du respect des obligations en matière de données à caractère personnel.

Le délégué à la protection des données (DPO) de l'EPML est le cabinet d'avocats Alain Bensoussan Selas, 58 boulevard Gouvion-Saint-Cyr, 75017 Paris.

## **Article 23 - Annexes**

---

Annexe 1 : Situation des points de ventes mobile dans le jardin des Tuileries

Annexe 2 : Périmètres d'implantation du point vente mobile principal, du point de vente mobile secondaire et du mobilier dans le souterrain Solferino, et localisation de l'emplacement provisoire du point de vente mobile principal et de l'emplacement de collecte des containers par la Ville de Paris

Annexe 3 : Règlement des cours, jardins, passages et péristyles du domaine national du Louvre et des Tuileries

Annexe 4 : Modèles de potelets imposés par l'EPML

Annexe 5 : Consignes de sécurité

Annexe 6 : Directives pour la sauvegarde des arbres

Annexe 7 : Livret de circulation

Annexe 8 : Masse salariale de la concession actuelle